

L'INCIDENCE SOCIALE DE LA FISCALITE DIRECTE DES TRASTAMARES DE CASTILLE AU XIV SIECLE

DENIS MENJOT
Université de Nice

Au début du XV^e siècle, la fiscalité royale indirecte et directe est bien en place¹. J'ai essayé de montrer dans un précédent travail les aspects proprement techniques et politiques de cette dernière, c'est à dire comment les trois premiers Trastamares et essentiellement Henri II, reprenant souvent la politique de ses prédécesseurs, notamment Alphonse XI et Pierre I, lui avaient donné très progressivement ses caractères définitifs à travers de multiples improvisations et difficultés de toutes sortes, d'ordre technique mais aussi et peut être surtout d'ordre social et politique² ainsi que sa difficile mise en place dans le royaume de Murcie au cours d'une lutte qui occupa tout l'ultime quart du XIV^e siècle³. Il me reste pour clore cette première étude de l'impôt royal direct de son instauration à sa définitive mise en place, à aborder son incidence sociale en cernant le corps des contribuables et en essayant d'évaluer le poids de cette fiscalité compte tenu du montant et de la périodicité des impositions et aussi de leur assiette. Cette incidence conditionnant les réactions des contribuables et expliquant le rôle du prélèvement fiscal dans le système socio-économique.

Cette fois encore le fond des archives municipales murciennes exceptionnellement riche par rapport à l'indigence des autres dépôts municipaux mais assez incomplet en lui-même⁴, suppléé quelque peu par les Cahiers des

1. M. A. LADERO-QUESADA: *La Hacienda Real de Castilla en el siglo XV*, Universidad de La Laguna, 1973. J'ai analysé cette fiscalité sous toutes ses formes dans le cadre murcien : « L'impôt royal à Murcie au début du XV^e siècle : un cas de pratique financière » dans le *Moyen-Age*, n.° 3-4, 1976.

2. L'établissement d'une fiscalité régulière n'est qu'un des aspects du développement de l'Etat B. GUENÉE: *L'Occident aux XIV et XV^e siècles. Les Etats*, Nouvelle Clio, Paris 1971.

3. « La fiscalité royale en Castille sous les premiers Trastamares, remarques sur l'évolution d'une pratique financière dans un cadre urbain ». Communication au 102^e Congrès des Sociétés Savantes, avril 1977 : à paraître dans les Actes.

4. Il manque les registres d'Actas Capitulares des exercices 1369 à 1371, 1372 à 1374, 1376-77, 1378-79, 1385 à 1387, 1938-89, 1391-92, 1400-01 et 1402-03; ceux des exercices 1380-81 et 1389-90 son incomplets.

Cortes⁵, fournit l'essentiel de la documentation sur cette période fondamentale de la genèse d'une fiscalité d'Etat; d'où, d'une part, des lacunes parfois importantes notamment sur le montant total des contributions, la date des versements, l'estimation des fortunes et d'autre part des exemples concrets presque uniquement empruntés à la cité du Segura qui connaît dans la dernière décennie du XIV^e siècle une évolution assez particulière compte tenu de la guerre civile et d'un retour de peste⁶.

I) LA CHARGE FISCALE DES CONTRIBUABLES

A) L'ASSIETTE ET LA PERCEPTION DES IMPÔTS DE QUOTITÉ

Depuis longtemps, peut-être plus de deux siècles, les sujets des rois de Castille étaient soumis à un impôt de quotité à quote indifférenciée: la moneda forera⁷. Tous les contribuables chefs de famille, quelles que soient leurs ressources, se voyaient astreints tous les six ans au paiement de huit maravedis s'ils résidaient en Castille, dans les Extremadoures et dans les zones frontalières, à six maravedis seulement s'ils demeuraient en Léon. Les Trastamares perpétuèrent la tradition mais en se passant à partir de 1380 de l'accord des Cortes⁸. A une seule reprise, en 1406, ils doublèrent la charge en réclamant deux monedas foreras⁹.

Exceptionnellement, d'autres monedas en nombre variable, mais dont chacune valait toujours huit maravedis, frappaient les Castellans¹⁰. Les Trastamares qui ne pouvaient, pas plus que leurs prédécesseurs, se contenter des revenus de leur domaine et de la moneda forera, allaient s'efforcer de les conserver, d'en faire des contributions ordinaires, d'accroître leur montant au gré de l'évolution des rapports de force mais toujours avec l'accord des Cortes qui octroyaient le nombre puis, à partir des premières années du XV^e siècle, uniquement le montant de ces monedas mais ne s'occupaient pas de l'assiette,

5. *Cortes de los Antiguos Reinos de León y de Castilla*, Real Academia de la Historia, t. II, Madrid, 1863.

6. Pour la situation de Murcie, cf. Fr. CASCALES: *Discursos Históricos de Murcia y de su Reino*, 3^e éd., Murcie, 1874 et A. MERINO-ALVAREZ: *Geografía Histórica del territorio de la actual provincia de Murcia*, Madrid, 1915.

7. Selon Cl. SÁNCHEZ-ALBORNOZ: «Notas para el estudio del petium» dans *Homenaje a Ramón Carande*, t. II, Madrid, 1963, pp. 381-418, elle fut accordée aux souverains à la fin du XII^e siècle par les Cortes pour que ceux-ci n'effectuent pas de mutations monétaires.

8. Actas Capitulares, Libro de Ordenaciones, 3 janvier 1380 dernière mention d'une moneda forera accordée par les Cortes.

9. A. C.-L. O. 11 mai 1406.

10. Déjà au moment du siège d'Algésiras: 1342-44, Alphonse XI s'était fait accorder des monedas supplémentaires. J. GAUTIER-DALCHE: «À propos d'une mission en France de Gil de Albornoz: opérations navales et difficultés financières lors du siège d'Algésiras» dans *El Cardenal Albornoz y el Colegio de España*, Bolonia, 1972, p. 260.

pas plus d'ailleurs que de l'utilisation des fonds collectés dont elles ne purent jamais obtenir le contrôle malgré plusieurs tentatives¹¹.

Le fond documentaire murcien, quoique assez incomplet, montre les nombreuses variations des monedas au cours du dernier quart du XIV^e. Au début du règne d'Henri II ces impositions étaient encore en tout point identiques aux monedas foreras. Elles étaient comme ces dernières perçues par feux, mais uniquement sur ceux qui possédaient plus de soixante maravedis en biens meubles et immeubles compte non tenu du lit et des vêtements quotidiens¹².

Sous Jean I^o, dès l'automne 1379 elles étaient devenues, au moins à Murcie, des impôts de répartition. Le roi en avait fixé le montant et ordonné de le répartir uniformément entre tous ceux qui atteindraient le seuil d'imposition qu'il ne précisa pas mais qui s'élevait certainement à soixante maravedis¹³. Le souverain avait donc introduit une notion fondamentale pour la sauvegarde du fisc, celle de solidarité devant l'impôt. Quelques mois plus tard, il revint à l'impôt de quotité à quote indifférenciée perçu sur tous ceux qui possédaient plus de soixante maravedis en biens meubles et immeubles¹⁴. En 1383, Jean I^o au faite de sa puissance¹⁵, il venait de soumettre facilement et définitivement le comte de Noreña, décida d'asseoir plus équitablement les monedas et institua la quotité proportionnelle en ordonnant que des quatre monedas que lui avaient accordées les Cortes de Segovia, payeraient une moneda les possesseurs d'un capital de soixante maravedis, deux monedas les possesseurs d'un capital de cent-vingt maravedis, trois monedas les possesseurs d'un capital de cent-quatre-vingt maravedis et les quatre monedas les possesseurs d'un capital supérieur, soit un maravedi pour sept maravedis et demi de capital pour les possesseurs de soixante à cent-quatre-vingt maravedis¹⁶. Tentative louable certes pour adapter l'impôt aux possibilités de chacun mais bien limité car, outre le fait que les revenus n'étaient pas pris en compte, les tranches étaient trop étroites et la richesse scandaleusement avantagée¹⁷; néanmoins les contribuables peu aisés possédant entre soixante et

11. W. PISKORSKI : *Las Cortes de Castilla en el periodo de tránsito de la Edad Media a la Moderna (1188-1520)*, 1^o éd., Kiev, 1897.

12. Charte d'Henri II, Tolède 10 décembre 1374, Cart. Real : eras 1405-1418, fol. 86v. Appendice documental I.

13. A.C.-L.O. 24 septembre 1379.

14. Charte de Jean I, Medina del Campo, 26 mars 1381, Appendice documental II

15. Pour l'histoire événementielle et politique du règne, L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ : *Juan I, Rey de Castilla (1379-1390)*, Madrid, 1955.

16. Cuaderno de las cuatro monedas, Torrijos 15 janvier 1384, Cart. Real 1384-1391, fol. 91r. Il renouvelle exactement ce barème pour percevoir 4 monedas l'année suivante A.C.-L.O. 4 avril 1385. A l'époque un courrier touchait 10 maravedis par jour, un taureau se vendait 1500, les maisons où logeait l'alcalde des sacas se louaient 140 maravedis par an.

17. Car, par exemple, à Murcie 200 personnes doivent payer 100 maravedis chacune

cent-quatre-vingt maravedis voyaient leur charge sensiblement allégée. On ignore si, par la suite, les difficultés dûes à l'échec de la conquête du Portugal et en particulier la déroute d'Aljubarrota en août 1385 et à l'invasion anglaise amenèrent le monarque à modifier les tranches ou à se contenter de faire varier les quotes en fonction du nombre de monedas. Et tout cas, en 1390, les deux monedas accordées par les Cortes de Guadalajara devaient être perçues à la demande des procureurs «por renta, por padron e por pesquita e non por casa»¹⁸. La quotité grossièrement proportionnelle était donc toujours, ou à nouveau, en vigueur.

Henri III conserva semble-t-il ce mode d'imposition bien que rien dans la documentation murcienne ne permette pendant les dix premières années de son règne, de connaître la destinée des monedas car la ville en rebellion contre l'autorité royale n'avait accepté de payer pour chaque moneda qu'une somme forfaitaire qu'elle pouvait se procurer comme bon lui semblait. Dans ses autres royaumes, le souverain ne fut apparemment pas contraint, même durant une minorité fort troublée¹⁹, de renoncer à la quotité puisque en 1395 il ordonna de percevoir les quatre monedas accordées par les Cortes de Medina del Campo comme les six de l'année précédente: «por padron e por pesquisa»²⁰, mais on ignore si les quotes étaient différenciées et ce jusqu'en 1402 où pour percevoir les six monedas accordées par les Cortes de Tolède, règne, divisé le travail entre les autorités municipales et les fermiers²¹. Il de cent quatre vingt maravedis²¹; le taux de prélèvement opéré sur les patrimoines était donc, sauf évidemment pour ces derniers, semblable à ce qu'il le roi dans son cuaderno imposa: une moneda aux possesseurs de soixante maravedis, deux aux possesseurs de cent vingt maravedis et six aux possesseurs était sous Jean I°.

En ce qui concerne l'estimation des fortunes Jean I° et Henri III restèrent fidèles à la ligne politique de Henri II qui avait, dès le début de son règne, ordonné aux concejos, poursuivant ainsi un usage déjà bien établi, de désigner dans chaque paroisse et aljama et pour chaque moneda, un empadronador chargé d'établir un padron de tous les habitants en distinguant, com-

A. C.-L. O. 1387-1388, fol. 43r.-45v. 606 chefs de famille possèdent plus de 2000 maravedis en 1374 A. C.-L. O. 8 décembre 1374.

18. On l'apprend A. C.-L. O. 1° octobre 1390.

19. E. MITRE-FERNÁNDEZ : *Evolution de la noblesse en Castille bajo Enrique III (1390-1406)*, Valladolid, 1968.

20. Carta a los concejos de la merindad de Burgos anunciando el cobro de los servicios votados en Cortes de Medina del Campo. Medina del Campo 30 janvier 1395. A. G. S., Estado, Castilla, leg. 1-1°, fol. 142. Pub. par L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ : *Estudios sobre el régimen monárquico de Enrique III de Castilla*. Apart. Hispania, 1959, pp. 139-142.

21. A. C.-L. O. 23 janvier 1402.

22. Charte d'Henri II, Ap. doc. I + A. C.-L. O. 18 février - 14 mars 1376.

me son prédécesseur l'avait précédemment ordonné en 1351²³; les contribuables des non-imposables —parce qu'exemptés ou n'atteignant pas le seuil d'imposition—, afin que les fermiers sachent «*quales e quantos son aquellos e aquellas de quien an de coger las monedas por pesquisa e por abono*». Ces derniers étaient donc considérés comme des contribuables éventuels, «*dubdosos*» comme disent les documents du Concejo murcien, par rapport aux premiers que l'on doit désigner par le terme, significatif, de «*ciertos*». Par conséquent, les empadronadores n'effectuaient pas l'estimation approfondie des fortunes mais procédaient, pour obtenir la certitude qu'un vecino était contribuable —et ce à chaque levée car ils ne semblaient pas utiliser de matrices— à une évaluation fondée sur les signes extérieurs de richesse, procédé admis officiellement, au plus tard dès 1384, par Jean I.^o qui en fait l'unique critère que devaient utiliser les fermiers pour établir l'éventuelle culpabilité des empadronadores d'avoir inscrits parmi les ciertos des dubdosos ou des non-cuantosos et vice-versa²⁴. Cette évaluation, ils étaient d'autant plus à même de l'effectuer que, obligatoirement résidant dans la paroisse où ils officiaient, ils connaissaient à peu près la fortune de leurs voisins. Ce procédé n'en favorisait pas moins les richesses mobilières, par nature dissimulables, et rendait aléatoire surtout quand les monedas étaient des impôts de quotité à quotes différenciées aux seuils si proches, le classement des contribuables dans l'une ou l'autre tranche.

Les fermiers se chargeaient donc uniquement de «*la pesquisa del dubdoso e del encubierto*». Taxaient-ils les fortunes foncières plus que les mobilières ou sur le même pied? Les biens en banlieue plus ou moins selon leur éloignement²⁵? Cherchaient-ils à atteindre plutôt le revenu que le capital en estimant les maisons en fonction de leur valeur locative ou de leur valeur réelle? Les vignes, les terres et les maisons n'avaient-elles de valeur qu'exploitées? L'absence de tout rôle interdit toute conclusion. Les fermiers s'assuraient également que le cierto des différentes monedas, c'est-à-dire la contribution des contribuables inscrits comme certains dans les padrones confectionnés par les empadronadores avait bien été collectée par les cogedores que le roi ordonnait au Concejo de nommer à raison d'un par paroisse, par aljama et par moneda.

23. Cortes de Valladolid 30 octobre 1351, Cart. Real 1348-54, fol. 48v. Aux dires de la municipalité elle n'avait jamais été appliquée.

24. Charte de Jean I, Torrijos, 15 janvier 1384, cit. supra, fol. 91v. : «*... tenemos por bien que si aquel o aquellos que dieren los empadronadores por dubdosos o por non cuantosos ouieren bienes rayses o otros bienes muebles que parecían publicos en el lugar donde moraren o en el su termino...*»; A. C.-L. O. 12 mars 1376, Murcie refusa de confectionner les padrones de la façon prescrite par le roi : «*los ciertos por ciertos, los dubdosos por dubdosos*».

25. A Toulouse, les biens ruraux étaient taxés selon leur éloignement à une fraction variant de la moitié au quart de leur valeur réelle. Ph. WOLFF : *Les Estimes toulousaines des XIV et XV siècles*, Toulouse, 1956, p. 29.

Il est impossible d'apprécier les injustices que la perception introduisait dans la fiscalité. Les monarques, aiguillonnés par les procureurs des Cortes, s'efforcèrent de les supprimer²⁶ pour des raisons à la fois politiques, les populations étant très sensibles à la régularité de la collecte, et financières, la fraude et la corruption diminuant les rentrées d'argent. Pour ce faire, ils s'évertuèrent à recruter des agents compétents, c'est-à-dire «ricos e abonados», exigèrent des concejos qu'ils agissent de même et édictèrent toute une législation pour qu'ils s'acquittent de leur tâche honnêtement et consciencieusement²⁷. Seulement comme vis-à-vis de ces agents ils pratiquaient plutôt la politique «du bâton que de la carotte» en leur infligeant à juste titre de lourdes amendes en cas de faute mais sans les attirer par des traitements convenables²⁸, toujours pour ne pas amenuiser leurs revenus, les concejos à l'exemple de celui de Murcie, devaient éprouver des difficultés à trouver des postulants surtout des collecteurs malgré l'obligation sous peine de 600 maravedis d'amende d'assumer la charge quand on avait été désigné.

L'affermage alourdissait bien évidemment la charge des imposés puisque les fermiers étaient intéressés à la recette, les sommes excédant le montant de leurs enchères demeurant entre leurs mains. Ils empêchaient surtout la fraude qui sans eux risquait d'être générale car la royauté ne disposait pas d'une administration nombreuse et capable pouvant contrôler la levée. Remarquons que les concejos de plus en plus contrôlés par un groupe restreint de grandes familles préféraient cette procédure qui les déchargeait de la tâche ardue et politiquement dangereuse de l'enquête-car de tout temps la levée de l'impôt a catalysé les haines—, ainsi, quand Henri II, en 1378, mit les «monedas en cabezas», les Cortes de 1379 protestèrent avec une telle vigueur contre ce procédé que son successeur dut le supprimer et que par la suite on tenta pas de le remettre à l'honneur²⁹.

B) L'ASSIETTE DES IMPÔTS DE RÉPARTITION

En ce qui concerne les multiples impôts de répartition, «servicios», «pechos», «pedidos» que le monarque imposait à ses sujets, pas toujours sem-

26. Ainsi aux Cortes de Briviesca, en 1387, C. de L. y C., *op. cit.*, p. 367, il n'y eut pas comme le pensait L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ : *Juan I...*, *op. cit.*, p. 140 : «... una reorganización total del sistema perceptor» mais un effort réel pour améliorer le fonctionnement de celui qui existait.

27. Voir cette importante législation dans mon article : «La fiscalité...», *op. cit.*, 3^e partie : les agents du fisc.

28. La rétribution des enrôleurs était abandonnée à la discrétion des municipalités qui, presque toujours obérées, se révélaient avides.

29. Cortes de L. y C. Burgos, 1379, Cuad. p. 32. A. C.-L. O. 20 septembre 1384, le Concejo de Murcie affirmé lui-même les monedas. Jean I^{er} avait ordonné la levée sans avoir procédé à l'affermage.

29 bis. Bien que souvent les rois ordonnaient aux autorités de répartir la contribution. Ex. A. C.-L. O. 5 mars 1390.

ble-t-il avec l'accord des Cortes, on ignore tout, la plupart du temps, de leurs assiette car, les autorités municipales ayant en fait la liberté de se procurer les sommes comme elles l'entendaient²⁹ bis, il faudrait, pour la connaître, posséder des actes municipaux: livres de compte ou d'ordonnances, rôles qui font pratiquement toujours défaut. Quand quelques uns subsistent, comme à Murcie par exemple, on constate, ce qui ne surprend pas, que le Concejo a toujours d'énormes difficultés pour s'acquitter et le fait de façons diverses: affermage anticipé des impôts indirects pesant sur le commerce de détail, «sisas e libras», dont le taux était parfois accru, dans ce cas chacun payait selon ses besoins et non selon ses moyens; emprunts à courts termes à de riches particuliers, ce qui ne faisait le plus souvent que retarder la répartition de l'imposition majorée des intérêts des emprunts, tout comme le paiement en nature³⁰; enfin derramas, sur les riches ou sur l'ensemble de la population, soit par feu soit proportionnelles à la richesse³¹.

On aimerait posséder des données précises sur ce dernier procédé de beaucoup le plus fréquemment employé jusqu'au début du XV^e siècle, mais les documents fiscaux ont tous disparu sauf quelques rôles d'impôts sur les riches, d'aucune utilité pour notre problème. Il existait pourtant, au moins des rôles de dénombrement des personnes et de leur fortune, très sommaires si l'on en juge par ce que l'on sait de celui que la Municipalité fit confectionner en 1385³². Elle avait choisi pour son élaboration, dans chaque paroisse un des seize regidores à vie assisté de quatre ou cinq omnes buenos. Ces équipes composées donc exclusivement de patriciens³³, ce qui n'est pas une garantie de justice fiscale, achevèrent leur tâche en trois jours du 20 au 23 avril. Par conséquent, à supposer que le scribe ne se soit pas trompé de date, elles n'eurent pas le temps, même en faisant du zèle, d'estimer avec exactitude la fortune des quelques dix mille habitants que devait renfermer approximativement la ville³⁴ et durent probablement se contenter d'une évaluation

30. A. C.-L. O. 13 juillet 1395. par exemple, le Concejo paya 96 000 maravedis en draps de laine.

31. Voir les quelques exemples indiqués par J. TORRES-FONTES: «La Hacienda Concejil de Murcia en el siglo XIV» dans *Anuario de Historia del Derecho Español*, t. XXVI, Madrid, 1956, pp. 741-752, car de nombreux derramas avaient été décidées par les autorités pour satisfaire aux exigences royales soit directement, soit pour rembourser un emprunt contracté précédemment à cet effet. Notons que parfois, les autorités fractionnaient entre les quartiers la quote-part de la ville, ex. A. C.-L. O. 25 juin 1399.

32. A. C.-L. O. 20 avril 1385, le Concejo ordonna: «que sean fechos padrones de todos los vecinos e moradores de la dicha ciudad e de las quantias que an por que seamos dellas ciertos que es lo que podríamos demandar a cada uno...».

33. Comme à Lyon où «les commis à la révision des estimés se retrouvent unis dans une commune aristocratie d'argent, de métier ou de charge». J. ROSSIAUD: «Problèmes fiscaux urbains de la fin du Moyen-Âge II les documents fiscaux lyonnais et le rôle du Vaillant» dans: *Cahiers d'histoire*, 1965. Ce n'est pas le cas à Toulouse: Ph. WOLFF: *Les estimés...*, *op. cit.*, p. 24.

34. L'évaluation de la population est assez hasardeuse comme pour toutes les villes.

en fonction des signes extérieurs de richesse ou de la déclaration faite par les intéressés eux-mêmes³⁵, déclaration qui suffisait certainement pour les biens en banlieue puisqu'aucun responsable n'était désigné pour effectuer une vision directe. Quoi qu'il en soit pour le calcul de la *cuantia*, on ne devait très vraisemblablement pas prendre en compte le lit dans lequel on dormait et les vêtements journaliers, ni même, peut-être, au moins jusqu'au début du règne de Juan I^o, la résidence principale qui aux dires du Concejo, en 1375, avait été exonérée par Alphonse XI³⁶. Tous les autres biens étaient taxés. Mais de quelle façon? Notre ignorance est aussi grande que pour l'estimation effectuée par les fermiers pour le paiement des monedas.

Il ne semble pas exister d'autres papiers pour l'assiette des impôts que ces rôles de dénombrement qui servaient effectivement à celle-ci³⁷. Les livres d'ordonnances ne témoignent même pas à un moment quelconque de la volonté des dirigeants de Murcie de les perfectionner en calculant par exemple une base d'imposition, technique complexe qui dépassait peut-être les capacités des comptables murciens³⁸ mais que ne nécessitait pas obligatoirement une société composée dans son immense majorité de propriétaires fonciers et d'éleveurs et où les fortunes mobilières paraissent assez limitées. Ces rôles sommaires ne semblent d'ailleurs même pas refaits périodiquement pour tenir compte de l'évolution économique et sociale, restreinte il est vrai³⁹.

Notons que dans certaines levées et notamment dans celles des dernières années du XIV^e siècle les patriciens désormais définitivement maîtres du

J. VALDEÓN-BARUQUE : « Una ciudad castellana en la segunda mitad del siglo XIV : el ejemplo de Murcia » dans *Cuadernos de Historia*, anexos de Hispania, Madrid, 1969, p. 218, considère qu'elle se situe très approximativement en 1375 entre 10 et 11 000 habitants dont 6 700 à 6 800 chrétiens. J. TORRES-FONTES pense que l'épidémie de peste de 1396 en faisant un peu plus de 6 000 victimes a tué la moitié de la population. « Murcia en el siglo XIV » dans *Anuario de Estudios Medievales*, t. 7, 1970-71, p. 269.

35. Notons que la déclaration de fortune était obligatoire à Murcie au moins jusqu'en 1384 pour les *vecinos nuevos*.

36. A. C.-L. O. 27 janvier 1375, en réponse à une demande du Concejo de Villena à propos des biens qui ne devaient pas être pris en compte, Murcie répondit qu'il fallait s'en tenir à l'ordonnance l'Alphonse XI selon laquelle on ne devait pas compter la maison dans laquelle on résidait. Ordonnance confirmée par Jean I^o aux Cortes de Ségovie de 1383. Charte de Jean I^o, 15 janvier 1384. Cart. Real 1384-91, fol. 91r-94r.

37. A. C.-L. O. 23 avril 1385, au vu du registre, le Concejo désigna des « cogedores por que sean cogidos de todos los vecinos de la cibdat contenidos en los padrones dos maravedis e cinco dineros por millar por quantos millares cada uno dellos tovieren ».

38. Ce qu'il serait cependant aventureux de déduire du caractère empirique et sommaire de la comptabilité municipale. D. MENJOT : « Aspects de l'histoire urbaine : l'administration financière et la comptabilité à Murcie au XV^e siècle » dans *Helios*, 1975, n^o 1.

39. Cette négligence du Concejo vis-à-vis des estimations rappelle la situation toulousaine, Ph. WOLFF : *Les estimations...*, *op. cit.*, p. 33 et 41 et lyonnaise, J. ROSSIAUD : « Les documents... », *op. cit.*

pouvoir atténuèrent grandement les effets de la proportionnalité en instituant des plafonds auxquels s'arrêtait l'estimation et des quotes fixes par tranche⁴⁰.

Remarquons également que les sommes des multiples prestamos demandés aux concejos par la royauté étaient réunies par les mêmes voies différentes avec dirait-on une préférence pour l'affermage anticipé d'une surtaxe sur la viande et le poisson⁴¹. La plupart de ces emprunts forcés n'étaient d'ailleurs que des impôts de répartition déguisés puisque, obligatoires, ils ne donnaient lieu à aucun remboursement; d'autres, par contre, étaient remboursés quelque temps après sur le produit des impôts royaux indirects, le plus souvent des alcabalas⁴²; certains cependant étaient explicitement limités à des membres des familles patriciennes comme en 1384 où Jean I^o demanda dix-huit mille maravedis à neuf des plus riches Murciens nommément désignés, mais le Concejo, qu'ils accaparaient, décida de se procurer l'argent d'une autre façon⁴³.

Toutefois, au moins à une reprise, le roi prévint la «particularisation» d'un servicio. En 1387, pour financer la guerre contre le duc de Lancastre, les Cortes de Briviesca avaient accordé outre l'alcabala et six monedas, 540.000 francs à payer au sou et à la livre jusqu'à 20 doblas, quote maximale pour les possesseurs de 40.000 maravedis, plafond où s'arrêtait l'estimation. Tous devaient payer, privilégiés et exemptés y compris. Mais cette tentative d'instituer l'égalité fiscale tourna court et Jean I^o qui dut également faire grâce des six monedas et ramener la quote maximale du servicio de 20 à 8 doblas, six pour les fijosdalgo, taxa les fortunes de 80 à 20.000 maravedis de la façon dégrenive suivante: de 80 à 400 maravedis, 10 maravedis pour 80 maravedis de capital; de 400 à 1.200 maravedis, 4 maravedis pour 100 maravedis de capital; de 1.200 à 12.000 maravedis, 2 maravedis pour 100 maravedis de capital; de 12.000 à 20.000 maravedis, mais seulement pour les non-privilégiés, 8 doblas (sic)! Les revenus n'étaient pas négligés puisque tout journalier

40. Ex. A. C.-L. O. 6 novembre 1399: «... al mayor pechero dos florines, al mediano pechero un florin, al otro medio florin». A. C.-L. O. 8 novembre 1399: «... al que fallara que avia quantia de quatro o cinco mil maravedis arriba... dos florines, al que fallara que avia tres mil maravedis fasta en dos mil... un florin e medio e dende ayuso un florin». Alors que A. C.-L. O. Año 1364-65, le Concejo avait ordonné une imposition de «cinco maravedis por millar». A. C.-L. O. 23 avril 1385 une de «2,5 maravedis por millar».

41. Ex. A. C.-L. O. 30 mars 1383: «... que los quatro dineros que acreciera en la carne e en el pescado para pagar el enprestado quel rey enbio demandar al Concejo que le enprestasen que sean tirados e que... non se cojan mas de en martes adelante». Autre ex. A. C.-L. O. 26 novembre 1384.

42. Ainsi par exemple, A. C.-L. O. 22 mars 1385, conformément à la promesse du roi les autorités ordonnent au clavario: «... que reciba de los fieles de las alcabalas todos los maravedis que tienen cogidos fasta en veinte mil maravedis» (montant de l'emprunt). De même, A. C.-Compte municipal 1395-96, remboursement d'un emprunt à des prêteurs qui avaient avancé la moitié du «prestamo».

43. A. C.-L. O. 26 novembre 1384.

homme ou femme, bien que ne possédant rien, devait payer une journée de salaire par mois ou, s'il «préférerait», 1 dobla par an; de même, chaque artisan devait verser «por el su menester» 1 dobla. Afin d'éviter l'émigration que ces mesures risquaient d'entraîner, tous ceux qui quitteraient la localité seraient tenus de montrer une albala prouvant qu'ils avaient acquitté leurs impôts, sinon ils seraient tenus de les payer. Le monarque décréta également que tous ceux qui percevraient un salaire ou une rente de 1.500 maravedis seraient considérés comme possédant 12.000 maravedis et devraient payer six doblas. Jusqu'à cette somme, 100 maravedis de revenus équivalaient à 800 maravedis de capital.

Jean I^o s'était également préoccupé de l'estimation des biens. On ne devait pas prendre en compte, pour le calcul de la *cuantía*, non seulement, ce qui était habituel: le lit et les vêtements quotidiens du contribuable et de sa femme, mais aussi les armes et les chevaux et même les livres. Quant aux demeures, le souverain décréta que, dans les «*ciudades, villas e lugares*» elles ne devaient pas être estimées à plus de 600 maravedis et pas à plus de 300 «en los otros lugares e aldeas que son demas de las ciudades»; et les maisons non louées à plus de 3.000 maravedis. Cependant, comme: «ay muchas casas de grant *quantia* e de *pequenna renta* ... que *pague el duenno* ... segunt la *renta contando 100 maravedís de renta por 800 maravedís de valia*». Les premiers 800 maravedis payant une dobla; de 800 à 1.200 maravedis, 4 maravedis par 100 maravedis de capital et au-delà, seulement deux maravedis jusqu'à six doblas et pas davantage⁴⁴.

En définitive, cette imposition assise à la fois sur le capital et sur le revenu, où la proportionnalité s'arrêtait à un plafond très haut, bien au-delà du minimum nécessaire pour être *caballero de alarde* et entretenir un cheval et des armes⁴⁵ apparaît beaucoup plus équitable du moins en théorie, bien que la richesse se trouve encore et toujours favorisée par un taux dégressif.

Les Trastamares ne devaient cependant semble-t-il jamais pouvoir ou vouloir aller plus loin dans la voie de la justice fiscale, on ignore même si cette expérience a été renouvelée par la suite —et même si elle a été étendue à l'ensemble de leurs royaumes et non limitée à Salamanque— et s'il ne s'agissait pas d'une mesure d'exception.

44. Ordenamiento sobre un servicio extraordinario hecho en las Cortes de Briviesca de 1387. Cortes de L. y C., pp. 399-407. Remarquons que cette imposition n'était pas affirmée. Jean I^o avait chargé deux grands personnages de nommer deux *empadronadores* qui devaient constituer les *padrones* dans les vingt jour et : « que non pongan ninguna persona por *dubdosa* salvo por *quantiosa* o por non *quantiosa* ». Ces mêmes personnages devaient choisir deux *cogedores* qui devaient collecter la moitié du service dans les quarante jours à dater de la réception de la charte, l'autre moitié dans les quarante jours suivant le premier avril. Une dobla = 50 maravedis. 1 real = 4 maravedis.

45. Fixé à 10 000 maravedis par Henri II en 1375 il allait rester en vigueur jusqu'en 1404 où Henri III le doubla. J. TORRES-FONTES : « La caballería de alarde murciana en el siglo xv ». *A. H. D. E.*, Madrid, 1968, pp. 31-86.

C) MONTANT, PÉRIODICITÉ

On aimerait avoir la chance des Cortes de Ségovie de 1386 de pouvoir examiner les comptes de la monarchie. Mais en l'absence de compte général⁴⁶ force nous est pour nous faire une vague idée du montant de la charge fiscale de nous livrer à de délicates, approximatives et surtout incomplètes reconstitutions essentiellement à partir des Archives Municipales de Murcie. Bien évidemment on ne pourra rechercher pour les servicios et pedidos que l'état de prévision des recettes c'est-à-dire les sommes mises en recouvrement, principalement à Murcie car notre documentation ne fait pratiquement mention que de la quote-part de la ville qui n'apparaît pas comme un cas à part, ni surtaxé ni détaxé malgré sa situation frontière sauf peut-être pendant la dernière décennie du XIV^e siècle où elle est en rébellion ouverte contre le roi qui se voit contraint de limiter ses exigences. Quant aux monedas on ne peut appréhender que leur nombre mais cette connaissance importe beaucoup plus que celle de leur montant pour l'appréciation du fardeau qui pèse sur les contribuables étant donné que l'on en a précédemment déterminé l'assiette.

Le tableau I s'efforce de recenser le nombre de monedas accordées par les Cortes. On y constate leur importance, au rythme des réunions de ces assemblées, pratiquement pendant toute la période avec des maxima dès les premières années du règne de Henri II, à la charnière des deux siècles, périodes où les souverains stabilisent leur régime et également sous Jean I^o. Quant aux servicios, leur montant est mal connu car les documents municipaux, quand ils existent, ne le précisent pas chaque fois. Ils apparaissent néanmoins toujours nombreux, souvent lourds, quelquefois énormes⁴⁷, surtout sous Jean I^o pendant la guerre du Portugal et la lutte contre le Duc de Lancastre puisque les Cortes de Valladolid de 1385 concédèrent dix millions de maravedis, celles de Briviesca de 1387 cinq cent quarante mille francs et celles de Palencia de 1388 quinze millions de maravedis⁴⁸. Jean I^o qui avait des besoins exceptionnels en cette période cruciale où son trône chancelait se vit-il contraint de demander plutôt de impôts de répartition, mode d'imposition que les Concejos préféraient car ils s'occupaient entièrement de la levée à charge pour eux de se procurer l'argent de la façon la moins «dañosa» pour leurs administrés, tandis qu'au début de son règne, il

46. « Le Cuaderno de Cuentas de Enrique II » pub. par J. VALDEÓN-BARUQUE dans *Hispania*, 1966, pp. 109-134 apparaît comme une exception.

47. Remarquons que la répartition des pedidos donnait certainement lieu à des injustices car les padrones utilisés par les souverains n'étaient pas refaits périodiquement et, par conséquent, ne tenaient pas compte de l'évolution démographique, économique et sociale des villes. A ma connaissance, il faut attendre 1401 pour voir, pour la première fois, un Trastamare décider de refaire les padrones. Cortes de L. y C., Cortes de Toledo 1401

48. Chiffres cités par L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ : *Juan I...*, *op. cit.*

MONEDAS DE LAS CORTES CASTELLANAS

<i>Lieu</i>	<i>Cortes Date</i>	<i>Nombre de monedas</i>	<i>Références</i>
Medina del Campo.	1370	6	} A. C.-L. O. 24 mars 1376.
Sevilla	1370 ?	6	
Toro	1371	24	
Burgos	1373	12	
Segovia	1374	12	Cart. Eras 1405-18, fol. 86v.-87r.
Toro	1375	6	Cart. Eras 1405-18, fol. 105r.-107r.
Burgos	1377	6	Cart. Eras 1405-18, fol. 115v.-116r.
Burgos	1379	6	Cart. Eras 1405-18, fol. 155r.-v.
Soria	1380	6 (*)	Cart. 1384-91, fol. 2v.-13r.
Medina del Campo.	1381	4	Cart. 1384-91, fol. 17v.-18r.
Avila	1382	6	Cart. 1384-91, fol. 61r.-63r.
Segovie	1383	4 (*) (1)	Cart. 1384-91, fol. 91r.-94v.
Valladolid... ..	1385	6 ?	A. C.-L. O. 4 avril 1388.
Segovie	1386	6 (2)	A. C.-L. O. 4 avril 1388.
Palencia	1388	2+4 (3)	A. C.-L. O. 7 décembre 1389.
Guadalajara	1390	2 (*)	A. C.-L. O. 1 ^o octobre 1390.
Madrid	1391	5	Cortes de L. y C.
Madrid	1393	4+2 (4)	A. G. S. doc. pub. par L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ: <i>Estudios sobre...</i> , <i>op. cit.</i> , pp. 139-142. A. C.-C. M. 1395-96, fol. 10r.-v.
Medina del Campo.	1394	6 (*)	<i>Ibid.</i>
Segovie	1396	10 ? 8	} A. C.-L. O. 7 décembre 1398.
		2	
Madrid	1398	12 (5)	A. C.-L. O. 19 juillet 1399.
Tordesillas	1401	24 ?	A. C.-L. O. 6 mai 1402.
Toledo	1401-02	6	A. C.-L. O. 23 janvier 1402.
Toledo	1406	15	Cart. 1391-1412, fol. 7v.-8r.

(*) = Monedas accordées pour 2 ans.

(1) + A. C.-L. O. 7 janvier 1385, il réclama 6 monedas ramenées à 4, Charte de Jean I^o, Séville 24 février 1385 et le 22 mai 1385, il demanda «dos monedas terceras desta anno por complimiento de las diez monedas», Cart 1384-91, fol. 124r.

(2) Jean ne réclama pas les six monedas accordées par les Cortes de Briviesca. A. C.-L. O. 23 juin 1388.

(3) Il en réclama 4 de plus car les Cortes lui avaient accordé 2 monedas «... e que si mas maravedis ouiesemos menester para cumplir los nuestros menesteres que nos que echasemos mas monedas en los nuestros regnos aquellos que nos entendiesemos que era convenible...».

(4) Les Cortes en accordèrent 4, mais le Commission de Contrôle qu'elles créèrent avait la possibilité d'en accorder 2 supplémentaires selon L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ: *Estudios sobre...*, *op. cit.*, p. 85, note 15.

(5) Henri III n'en collecta finalement que 10. Il y eut bien une session des Cortes à Madrid en 1398, le document ne laisse aucun doute comme à Seville en 1370 ou 71, à Medina del Campo en 1381, à Avila en 1382. Sessions ignorées par W. PISKORSKY, *op. cit.*, et L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ, *op. cit.*

contractait plus fréquemment des emprunts, évitant de trop solliciter les Cortes récalcitrantes? ⁴⁹.

La monarchie ne levait pas en une seule fois la totalité des sommes accordées par les Cortes. Servicios, pedidos et monedas étaient fractionnés, ces dernières, la plupart du temps en trois parties inégales —la première s'avérant la plus importante— le Concejo disposant pour chacune d'elles en principe de cinq mercados ⁵⁰, soit trente-cinq jours pour confectionner les rôles et collecter le cierto. Les échéances qui variaient bien évidemment en fonction de l'urgence des besoins du roi, étaient presque toujours distantes de plusieurs mois, trois généralement ⁵¹ ce qui soulageait quelque peu le contribuable en étalant la charge fiscale dans le temps d'autant que l'enquête dont les Cortes de Burgos avaient demandé la limitation à un an ⁵², pouvait, en 1374, se prolonger quinze mois entiers, comme sous Henri III ⁵³ alors que Jean I^o l'avait réduite en 1381 à ... quinze jours ⁵⁴! certainement afin d'éviter les perceptions simultanées de plusieurs impositions.

En théorie, le roi se montrait rigoureux sur les délais de paiement. Aux Cortes de Briviesca, en 1387; il décida d'infliger à tous ceux qui percevaient de l'argent aux différents degrés dans la hiérarchie: concejos, aljamas, arrendadores e recabdadores une amende de 0,5 % par jour de retard dans les versements ⁵⁵ Seulement dans la réalité, la réglementation n'était pas toujours respectée car l'administration royale souffrait de corruption et les souverains qui manquaient de personnel qualifié, se trouvaient dans l'obligation de la tolérer tout en essayant de la supprimer ⁵⁶ comme ils devaient parfois accepter de reporter les échéances pour éviter de catastrophiques conséquences en particulier le dépeuplement des villes frontière ⁵⁷.

En définitive, la phrase de Froissart narrant les événements de 1386 en France: «et venoient tant de tailles l'une sur l'autre que la première n'estoit

49. Jean I^o demanda à Murcie; mais la liste n'est exhaustive, un prêt de 85 100 maravedis le 27 septembre 1381; un de 20 000 le 16 octobre 1383 et deux dont on ignore le montant le 22 octobre 1384 et le 10 août 1386. Cart. Real 1384-91, fol. 23v.-24v., 78v.-79r., 114v.-115r. et 136r.-v.

50. Exceptions: 3 mercados pour les 6 monedas accordées par les Cortes de Medina del Campo de 1394; 4 mercados pour les 4 accordées par les Cortes de Segovie de 1383.

51. Cf. les 2 documents en appendice.

52. Cortes de L. y C., Cortes de Burgos 1365, n.° 5.

53. Pesquisa des 6 monedas accordée par les Cortes de Medina del Campo de 1394 et de Tolède de 1402, doc. cit. supra.

54. Délai encore en vigueur en 1384. Charte de Jean I^o 15 janvier 1384 cit. supra, fol. 92r.

55. Cortes de L. y C. Cortes de Briviesca 1387, p. 367.

56. Un exemple, charte de Jean I^o, de 1381, ap. doc. II.

57. Exemples A.C.-L.O. 18 mars 1400, le Concejo murcien obtint un report d'échéance de deux mois; A.C.-L.O. 18 août 1398, le recabdador se plaignit au Concejo de Murcie: « que los plazos a que lo; (impuestos) anedes a dar son pasados ocho meses poco mas o menos ».

pas payée quand l'autre retournoit»⁵⁸, s'applique parfaitement à la Castille pendant la plus grande partie de ce quart de siècle car il faut remplacer le mot taille par servicios ou pedidos, moneda forera, monedas et prestamos. C'est d'ailleurs bien l'impression que donne Murcie, d'une ville où il y a constamment un impôt royal en recouvrement⁵⁹, où les problèmes financiers occupent toujours une bonne part des registres d'Actas Capitulares. La pression fiscale y apparaît, certes variable, mais jamais absente et parfois très forte, voire excessive, comme à la charnière des deux siècles où Murcie doit payer en 1398: 96.000 maravedis en servicio et 60.000 en monedas⁶⁰ et dans les deux années suivantes s'acquitter d'une dette de 186.533 maravedis qui représentent le total des contributions qu'elle avait refusé de payer pendant les neuf premières années du règne de Henri III⁶¹.

Conclusión

Bien qu'incomplète et quasi muette sur certains points, notre documentation montre à l'évidence que les sujets des Trastamares étaient soumis dès l'avènement de la dynastie à une fiscalité directe lourde, injuste et diversifiée qui ne faisait que s'ajouter à une fiscalité indirecte pesante, avec notamment les alcabalas. Henri III, sans beaucoup innover, reprit en grande partie, dans le domaine fiscal, comme dans d'autres, la politique de ses prédécesseurs et réclama pour subvenir aux charges de l'état, d'une part, des impôts de quotité à quote indifférenciée, les monedas, dont une déjà ordinaire dite forera et, par l'intermédiaire des Cortes, un certain nombre d'autres et d'autre part des impôts de répartition servicios et pedidos sans oublier les emprunts.

Par la suite, la charge fiscale dont le montant presque toujours élevé, varia surtout en fonction des nécessités militaires, fut un peu plus équitablement répartie au plus tard à partir de 1384 par la transformation des monedas en un impôt de quotité à quotes différenciées avec un barème très simple à quatre tranches d'imposition. Jean I^o ne cédait apparemment pas à la pression des Cortes⁶². Il manifestait là certes, une volonté de justice qui

58. Dans les *Chroniques*, cit. par M. REY : *Le domaine du Roi et les finances extraordinaires sous Charles VI (1388-1413)*, Paris, 1965, p. 324.

59. Rien qu'en ce qui concerne les servicios et pedidos dont on connaît le montant, sous le règne de Henri III, le Concejo dut payer 38 980 maravedis A.C.-L.O. 27 avril 1392, 30 000 A.C.-L.O. 8 septembre 1393; 96 000 A.C.- C.M. 1395-96, fol. 10v.; 96 000 A.C.-L.O. 30 juin 1398 et 52 800 à collecter dans les quinze jours A.C.-L.O. 2 mars 1399.

60. A.C.-L.O. 10 août 1398.

61. A.C.-L.O. 15 juillet 1401, le Concejo déclara : « ... la cibdat aya pagado de dos annos aca todo lo que era devido al rey de nueve annos aca ».

62. Au contraire, charte de Jean I^o, Séville 27 février 1385, on apprend que le Concejo de Murcie avait demandé que : « las monedas se cojan por casa » ce que le roi refusa catégoriquement.

s'accorde bien avec l'image traditionnelle qui nous le présente comme: «pio, amable, caritativo»⁶³ mais tout en adoptant une intelligente mesure politique qui traduit exactement le rapport des forces sociales. Parce qu'après d'importantes et multiples taxations imposées par lui-même et par son père, il fallait soulager quelque peu les contribuables les plus pauvres sans pour autant toucher les riches d'où l'adoption de tranches minces et d'un plafond bas où s'arrêtait la progressivité. Cette forme d'imposition représentait une voie médiane entre l'impôt de répartition auquel le souverain ne voulait pas se résigner, l'impôt vraiment proportionnel qu'il n'avait pas la force d'instituer et celui de quotité indifférencié dont l'injustice risquait d'entraîner des émeutes. Les échecs militaires allaient amener le souverain à s'engager davantage dans la voie de la justice fiscale notamment dans la répartition du servicio des Cortes de Briviesca car les procureurs s'élevaient contre l'excessive pression fiscale, surtout les emprunts forcés et l'exemption des *fijosdalgo* et la Justice devenait plus que jamais une des justifications, un des buts de son pouvoir⁶⁴.

Henri III conserva pour les monedas la proportionnalité, ou il y revint au plus tard au début du XV^e siècle avec, en gros, le barème adopté par son père en 1384. Dans les dernières années de son règne, les contribuables ne paraissent plus soumis à l'arbitraire royal: le souverain ne réclame plus d'emprunts⁶⁵ et le montant des servicios à percevoir moitié en monedas, moitié en *pedidos*, est fixé par les Cortes. En réalité, ce n'est qu'une apparence car dans la moitié à percevoir en monedas, le souverain pouvait déterminer à sa guise, en fonction du total souhaité, le nombre de celles-ci et le barème d'imposition. Quant aux Cortes, Henri III avait réussi à en faire un rouage⁶⁶, il ne risquait plus, en les convoquant, sinon de se voir refuser les crédits militaires ce dont aucune assemblée n'osa jamais prendre la responsabilité, mais même d'être obligé de faire des concessions; elles lui servaient essentiellement de caution.

En ce qui concerne les *pedidos*, leur incidence dépend comme partout, du rapport des forces politiques à l'intérieur des *Concejos*. A Murcie, en l'occurrence, on assiste bien, au moins à certaines époques, à une exploitation des pauvres par les riches quand ils sont payés par la taxation indirecte, ce

63. L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ : *Juan I...*, *op. cit.*, p. 17.

64. J. GIMENO CASALDUERO : *La imagen del monarca en la Castilla del siglo XIV. Pedro el Cruel, Enrique II y Juan I*, Madrid, 1972.

65. M. A. LADERO-QUESADA : *La Hacienda...*, *op. cit.*, p. 221, signale que ses successeurs n'en réclamèrent qu'en 1429-30 et entre 1482-91, périodes de conflits majeurs.

66. W. PISKORSKI : *Las Cortes...*, *op. cit.*, p. 123, considère que leur déclin débuta à la session de Madrid de 1393. L. SUÁREZ-FERNÁNDEZ : *Estudios sobre...*, *op. cit.*, p. 85, est d'accord. Elles établirent une commission de contrôle des servicios votés qui ne semble pas avoir survécue, ou peu de temps.

n'est peut-être pas le cas quand ils sont effectivement répartis proportionnellement — à supposer qu'ils le soient vraiment — du moins quand on n'institue pas de plafond où s'arrête l'estimation⁶⁷.

II) EXEMPTÉS ET CONTRIBUABLES

Rien d'étonnant devant une telle charge fiscale à ce que la population cherchât à échapper à l'impôt. Le premier moyen, légal, consistait à obtenir l'exemption et dès le début du règne du premier Trastamare, celle-ci fit l'objet d'une véritable course. Il devenait indispensable d'instituer pour chaque imposition une réglementation limitative que les souverains allaient rendre de plus en plus précise, par la résolution au fur et à mesure, des cas particuliers qui se présentaient, mais dont la première mesure consistait à ne reconnaître aucune exemption: «salvo aquellas que nos mandaremos en nuestro cuaderno»⁶⁸ rédigé pour chaque levée de monedas. Dans la réalité, l'application des décisions royales rencontraient bien des obstacles; ceux qui se voyaient refuser la franchise résistaient souvent farouchement, ceux qui l'obtenaient se heurtaient parfois aux fermiers, d'où de fréquentes plaintes qui arrivaient aux autorités municipales ou monarchiques et les multiples ordonnances rappelant les décisions et souvent les précisant, ce qui explique l'abondance relative de la documentation: longs développements dans les cuadernos et les chartes royales, importante réglementation municipale, ce qui va nous permettre de cerner l'exemption et son étendue car: «une vision simpliste serait celle d'un impôt que paient tous les non-exempts cependant que les exemptés ne paient rien»⁶⁹.

A) LES PRIVILÉGIÉS LAÏQUES

En Castille, comme dans le reste de l'Europe Occidentale, la noblesse a réussi à faire reconnaître son plus important privilège, l'exemption fiscale qui lui permet de maintenir intacte sa puissance économique et même relativement de l'accroître aux dépens de ceux qui supportaient le surprélèvement fiscal. Sont exemptés: «los omnes e mugeres e duennas e donzellas fijos dalgo de solar conscido o que es notario que son fijos dalgo e los que fueren dados por fijos dalgo en qualquier de las Cortes de los reyes ...o en la nuestra ...»⁷⁰.

67. On ne peut pas suivre, même à Murcie, l'évolution de la fiscalité et celle du rapport des forces politiques aussi précisément que par exemple au Puy. E. DELCAMPRE : *Le Consulat du Puy des origines au XVI^e siècle*. Le Puy, 1933. + Voir note 40.

68. Ex. A. C.-L. O. 27 février 1376, rappelée aux Cortes de Segovie de 1386, Cortes de L. y C., p. 341.

69. J. FAVIER : *Finance et fiscalité au bas Moyen-Age*, S. E. D. E. S., 1971, p. 137.

70. Charte d'Henri II, ap. doc. I. Jean I^o fit bénéficier des franchises et libertés des fijosdalgo : «... todos los que nos veniessen a servir dos meses a su costa, armados de caballo o de pie para se acertar con nos en la batalla... quando ouiemos guerra con

Cette franchise était traditionnelle —les murciens déclarent la posséder depuis le règne d'Alphonse X exactement depuis le 4 mai 1266⁷¹—, et elle fut toujours reconnue et rappelée par les souverains successifs comme par les concejos, en particulier celui de Murcie qui alla jusqu'à engager tous ses biens meubles pour dédommager éventuellement les *fijosdalgo* qui auraient été injustement imposés⁷². Mais de nombreuses contestations s'élevaient à chaque levée et il convenait d'éliminer les fraudeurs. A cet effet, l'*adelantado* de Murcie prescrivit que seraient considérés *fijosdalgo* tous ceux qui auraient été reconnus comme tels par tout *alcalde* ou juge en charge à Murcie jusqu'à ce jour et qui en fourniraient la preuve écrite⁷³. Jean I^o ordonna, pratiquement dès son avènement, que dans les deux mois, tous ceux qui prétendaient détenir cette qualité viennent en apporter la preuve à la Cour, sous peine d'être considéré comme contribuables⁷⁴ et les Cortes de Burgos se plaignant que certains se faisaient reconnaître: «*fijosdalgo en la Corte del Rey por falsos testigos*» il décréta, à la demande des procureurs: «*que el que se ouiere a fazer fijosdalgo que se venga a faser con el nuestro procurador e con un procurador de la cibdat o villa o lugar donde fuere vecino*»⁷⁵.

En ce qui concerne les *caballeros villanos*, leur situation tendit à se rapprocher sur le plan financier, comme sur tous les autres d'ailleurs, de celle des *fijosdalgo*, en sorte qu'au début du XV^e siècle, il était très difficile de distinguer les deux groupes. Si Henri II, dans son *cuaderno* de 1374, ne les mentionne pas, et si son fils, dans celui de 1381, ordonne de s'en tenir à l'usage en vigueur dans les zones frontalières, ils jouissaient, au moins de la franchise des monedas et à Murcie, aux dires du *Concejo*, depuis Sanche IV ou Alphonse XI, de même que leurs veuves quand ils étaient morts: «*en onrra de caballo e armas*» et leurs fils jusqu'à seize ans tandis que les orphelins qui demeuraient sous la tutelle de leur père et détenaient des biens en commun avec lui se voyaient exemptés⁷⁶.

L'exemption des *caballeros*, étant subordonnée à l'obligation de s'équiper et de combattre comme des cavaliers, le *Concejo* s'assurait que le cheval qu'ils entretenaient était en état de combattre⁷⁷. D'autre part, le souverain ayant décidé de leur conserver la franchise s'ils cessaient d'assurer cet entre-

el duque de Alancastre ». Il le confirme aux Cortes de Palencia de 1388. Cortes de L. y C., p. 415.

71. A. C.-L. O. 24 mars 1376.

72. Par exemple A. C.-L. O. 18 juillet 1376.

73. A. C.-L. O. 27 février 1376, copie d'une décision du 21 décembre 1372.

74. On l'apprend A. C.-L. O. 28 décembre 1379.

75. Cortes de Burgos de 1379, Cortes de L. y C., p. 291.

76. A. C.-L. O. 24 mars 1376 recopiant une sentence de l'*adelantado* datée du 21 décembre 1372, + une charte d'Alphonse XI du 24 juillet 1347. Armario 1, libro 47, fol. 59v.-60r.

77. Ainsi le *Concejo* ordonna-t-il A. C.-L. O. 8 août 1377 à l'*alcalde* des monedas d'aller estimer leurs chevaux.

tien parce que leur situation économique s'était détériorée et uniquement dans ce cas⁷⁸, il revenait à la municipalité de distinguer ceux qui s'étaient réellement appauvris de ceux qui utilisaient ce prétexte pour échapper à leurs obligations. Pour résoudre ce problème, les autorités murciennes décidèrent, en 1379, de ne conserver la franchise qu'aux caballeros dont les biens n'atteignaient pas trois mille maravedis, somme qui était donc considérée à cette époque comme le minimum suffisant pour entretenir un cheval, alors qu'Henri II l'avait fixé à dix mille pour être caballero de alarde!⁷⁹

En ce qui concerne justement ces derniers, ils étaient, au moins depuis Jean I^o, tous exempts de servicios et certains mêmes de monedas si tel était l'usage dans certaines régions⁸⁰. En 1384, ce monarque ordonna: «por que los cavalleros ennoblesen a los reyes que la an por que con ella defienden la tierra ... que todos aquellos que de aquí adelante tuvieren caballos e armas continuamente que sean francos e quitos de monedas e de otros pechos reales los que tuvieren caballos de valia de mill maravedis e armas de otros mill maravedis e ... las armas que sean de la guisa que se use agora pero que en la frontera ... que fagan alarde todos ajuntados en un dia ... e que los fagan de quatro en quatro meses en fin de abril, en fin de agosto e en fin de diciembre de cada anno con sus cavallos e con sus armas e aquel o aquellos que alarde fisieren con cavallos e armas enprestadas que las pierdan los que ge los prestaren e los que las tomaren enprestadas que paguen otro tanto precio commo vallian los dichos cavallos e armas que troxieren enprestadas ... los que vendieren los cavallos que ayan plazo fasta un mes para que los compren e al que se le muriere que aya plazo para auer otro fasta tres meses ...»⁸¹ réglementation régulièrement rappelée par la suite.

Seulement, outre le service armé qu'ils devaient au monarque en s'équipant à leurs frais et en subvenant à leurs besoins pendant les campagnes, obligations fort lourdes en cette période de guerres fréquentes, si lourdes mêmes qu'à Murcie les moins fortunes chechaient à y échapper; tous ces privilèges laïques se voyaient quelquefois assujettis au paiement des servicios, ainsi celui accordé par les Cortes de Briviesca —bien que le plafond où s'arrêtait l'estimation de leurs biens soit moins élevé que pour les non-privilegiés—, comme ils l'étaient, de tous les emprunts et, pas seulement de ceux qui leur étaient demandés à eux seuls car: «el enprestado non es pecho».

78. Charte de Jean I^o Madrid 22 novembre 1382, confirmant la décision prise par son père, Cordoue 25 mars 1375, Cart. Real 1384-91, fol. 54r-55r. Il précisa que s'ils redevenaient cuantiosos et ne recommençaient pas à entretenir cheval et armes, ils seraient imposés.

79. A. C.-L. O. 3 octobre 1379 + voir note 45; confirmation aux Cortes de Ségovie de 1396 dans l'Ordenamiento sobre caballos y mulas. Cortes de L. y C., p. 537.

80. Charte de Jean I^o, ap. doc. II.

81. Cuaderno des quatre monedas de 1384 cité supra, fol. 93r. ordonnance intégralement rappelée dans le Cuaderno des six monedas de 1402 A. C.-L. O. 23 janvier 1402.

Tel était le droit, mais dans la réalité, comme ces personnages détenaient de plus en plus exclusivement le gouvernement des Concejos, ils avaient de multiples moyens de faire retomber la charge de l'emprunt sur les autres, mais il leur arrivait, exceptionnellement il est vrai, de contribuer volontairement au paiement d'un pedido⁸² ou d'y être contraints^{82 b1a}.

B) LES PRIVILÉGIÉS ÉCCLESIASTIQUES

Henri II, en 1374, puis Jean I^o, en 1381, ne reconnurent l'exemption que des clercs qui servaient les églises cathédrales et de ceux auxquels ils l'avaient eux-mêmes ou leurs prédécesseurs explicitement accordée «por que cantan misas, fagan aniversarios e vigalias e por que sirven por sus animas el divinal oficio⁸³».

A la demande des Cortes de Burgos, de 1373, le monarque précisa bien : «... quel clerigo de menores ordenes, casando con una virgen o que casare daqui adelante, que estos atales que pechen por los bienes temporales que an segund que lo mandan los derechos. E el clerigo coronado o de grados, non casando, trayendo corona e vestiduras clericales, que goze del privilejo de la Iglesia commo es derecho ...»⁸⁴. Aux Cortes de Soria, Jean I^o répéta : «que los coronados que son casados que pechen e paguen en todos los pechos asy reales commo concejales e que los coronados que non son casados que pechen en los pechos que deben pechar los clerigos e non en otros»⁸⁵, c'est-à-dire les alcabalas et toutes les impositions municipales. Ils devaient de même contribuer à la défense⁸⁶. Comme on se plaignait que les vicaires et les archiprêtres protégeaient les ecclésiastiques contre les concejos et les cogedores des monedas, Jean décréta : «que cuando por coger los cogedores las monedas de los dichos clerigos que requieran al vicario que los faga pagar a los clerigos que las deven pagar del día que fue requerido fasta tercero día e si el vicario non las fisieren pagar ni los clerigos non las pagaren ... que puedan prender a los clerigos por ello»⁸⁷. Aux Cortes de Guada-

82. A.C.-L.O. 12 janvier 1400 : «... los caballeros... que estan presentes dixieron por sí e en nombre de los otros fijosdalgo e de los que mantienen caballo y armas, vecinos e moradores de la cibdat que ellos que consientian este dicho pecho e querian pechar por este anno e non mas... non les fuesen quebrantado el privilejo e libertades que ellos an de los reyes antecesores confirmados por el rey don Enrique... e que cumplido este dicho pecho deste anno que ellos non entendian ni querian mas pagar ni pechar en monedas... ».

82 bis. A.C.-L.O. 3 juillet 1401, le Concejo imposa : «... a cada pechero cierto, al privilegiado e fijos dalgo a cada uno 100 maravedis ».

83. Chartes d'Henri II et Jean I^o, ap. doc. I et II.

84. Cortes de L. y C., p. 291.

85. *Ibid.*, p. 303.

86. Obligations fréquemment rappelées, notamment aux Cortes de Burgos de 1373. Cortes de L. y C., p. 264 et A.C.-L.O. 23 avril 1415.

87. Charte de Jean I^o, 15 janvier 1384, citée supra, fol. 93r.

lajara, il précisa après avoir rappelé: «que exentos deven ser los sacerdotes e ministros de la Iglesia ... que los clerigos que compraren tales heredades tributarias que pechen aquel tributo que es apropiado e anexo a los tales heredades»⁸⁸.

Si, par la suite, Henri III rappela fréquemment l'exemption «de los clerigos de misa e de evangelio e de epistola»⁸⁹, le Concejo de Murcie. ne toléra jamais qu'elle s'étende à leurs mères et à leurs concubines⁹⁰.

C) LES EXEMPTÉS

En dehors de ces privilégiés, un certain nombre de catégories socio professionnelles, de particuliers, de villes, de localités et de monastères jouissaient de l'exemption de certains impôts, la plupart du temps des monedas seulement, pour toujours ou simplement pour une levée. Il s'avère impossible d'en dresser la liste complète et encore moins d'en déterminer exactement le nombre car on ne possède aucun recensement⁹¹. Ils étaient cependant, sauf rares exceptions, tous inscrits dans le Cuaderno qui était rédigé pour chaque levée car, c'était une des conditions de l'affermage, les fermiers ne devaient reconnaître l'exemption que de ceux qui y figuraient. Mais, presque tous les Cuadernos existants dans les Archives murciennes ne sont que des copies abrégées à l'usage des autorités de ce royaume et ne contiennent souvent que les exemptés de celui-ci, à l'exception de celui de 1381 qui est suffisamment complet pour nous fournir un catalogue ponctuel des exemptés de tous les royaumes des Trastamares.

Bénéficiaient de l'exemption les groupes suivants:

— les officiers de la Cour, au moins depuis Henri III s'il faut en croire les Cortes de 1432 qui reprennent les dispositions datant de cette époque⁹².

— les monteros. Le roi n'exempte pas seulement ceux qui lui appartenaient, deux cents en janvier 1381, deux cent vingt-six en 1402, mais toujours cent autres que possédaient Pedro Ferrández de Velasco, Pedro González de Mendoza et Ferrand Carrillo.

— les monederos depuis Alphonse XI, au moins, qui confirma leur exemption «de todos los pechos e de moneda forera, ellos, sus mugeres e sus fijos»⁹³.

88. Cortes de L. y C., pp. 451-52.

89. Exemples : A.C.-L.O. 11 mars 1399 (copie d'une charte de Henri III), Cuaderno des six monedas, A.C.-L.O. 23 janvier 1402.

90. A.C.-L.O. 15 octobre 1407 et A.-C. Libro de Protestaciones 8 août 1411.

91. À supposer qu'un ait été effectué. Aux Cortes de 1401, Henri III demanda à ceux qui possédaient des privilèges d'exemption de venir les faire confirmer mais on ignore les confirmations qu'il accorda.

92. M. A. LADERO-QUESADA : *La Hacienda...*, *op. cit.*, p. 212, note 56.

93. Charte d'Alphonse XI, Villarreal, 30 juin 1330, Cart. Real, Eras 1352-82, fol. 53v.

— todas aquellas personas que se eran idas a morar a Aragón o a otras partes fuera de los nuestros regnos o otras quales quier personas estrangeras de fuera de los nuestros regnos que se viniesen morar a qual quier de las dichas cibdades fasta dies annos conplidos que non pechasen ni pagasen monedas ni otros pechos algunos que nos mandamos echar por los dichos nuestros regnos salvo ende alcabalas...»⁹⁴ depuis octobre 1384, mais dès janvier de la même année étaient déjà exonérés au moins de monedas «todos los que vinieren a morar a esta cibdat de Cartagena de fuera de los nuestros regnos»⁹⁵. Franchise constamment rappelée par la suite mais sans l'obligation de fournir des garants, obligation remplacée par celle «de mostrar por testimonio signado de escrivano publico commo moraron fuera de los dichos mis regnos tres annos o mas ...»⁹⁶.

Le Cuaderno de janvier 1381, comme on peut en juger, énumère grosso-modo les exemptés par circonscription administrative ou ecclésiastique. Même sans avoir recours à la cartographie qui supposerait la connaissance des limites des archevêchés et aussi des merindades, on constate le relatif dégrèvement des zones frontalières des royaumes de Grenade et du Portugal mais il est très largement compensé par les frais entraînés par la défense et notamment l'entretien des fortifications⁹⁷. Si l'on dresse un rapide tableau numérique d'ensemble, on dénombre:

excusados laïques	2 couples + enfants
excusados ecclésiastiques	7 capellanes
excusados d'ecclésiastiques, d'établissements religieus	522 + 2 lugares
excusados de laïcs	436 + 1 lugar
excusados à l'intérieur des villes et lugares	970
<hr/>	
TOTAL	>1.939 personnes + 3 lugares

auxquelles il faudrait ajouter neuf villes et localités dont Badajoz, Tolède, Jaen, Ubeda, Lorca et Villena et un certain nombre de chateaux frontaliers⁹⁸.

Il est possible d'apprécier dans le royaume de Murcie l'évolution des exemptés en un demi-siècle, des années 1380 aux années 1430. On relève en janvier 1381, cinquante vecinos de l'alqueria de Priego, lugar de la Orden de Santiago, 160 de carthagène et tous ceux de Lorca et de Villena.

94. Charte de Jean I^{er}, Madrigal, 19 octobre 1384, Cart. Real 1384-91, fol. 113v-114r.

95. Torrijos, 15 janvier 1384, cit. supra, fol. 92r.

96. Cuaderno des six monedas, A. C.-L. O. 23 janvier 1402.

97. Ph. CONTAMINE : « Les villes et les investissements défensifs en France aux XIV^e et XV^e », communication au congrès de Prato, avril 1977, en a montré toute l'importance pour la France.

98. Charte de Jean I^{er}, ap. doc. II, voir le détail.

S'y ajoutent, à Murcie même, le 1^o avril 1383: 20 artisans⁹⁹ et en 1384, tous les vecinos nuevos; la même année, 40 de plus à Carthagène, soit 200 au total, tous les habitants de Jumilla et 30 excusados de Alfonso Yañez Fajardo adelantado mayor en el regno de Murcia «que tiene en el su lugar de Librilla»¹⁰⁰ et en 1385, 6 arbalétriers à cheval¹⁰¹. En 1402, on trouve en plus, 100 vecinos de Mula, 5 demeurant dans une tour située dans le territoire d'Almansa proche de Cieza et 20 supplémentaires appartenant aux héritiers de A. Y. Fajardo¹⁰². En 1432, l'exemption est reconnue non seulement à ces personnages mais à tous ceux qui demeurent à Carthagène et dans son foubourg, à 10 vecinos de la Gineta, près d'Albacete et à un couple résidant à Jorquera et à ses enfant¹⁰³. En une cinquantaine d'années, l'augmentation du nombre des exemptés apparaît donc constante et au total importante. Seuls les escribanos dont l'exemption avait été officiellement reconnue par l'adelantado en 1372 avec celle des fijosdalgo et des caballeros dans une sentence où il ne voulait exonérer que ceux qui jouissaient de la franchise à l'époque du siège d'Algésiras, en 1342-44¹⁰⁴, n'apparaissent plus jamais par la suite parmi les exemptés.

Notons qu'à chaque levée, quelques particuliers, de par la faveur des autorités municipales venaient se joindre à ces favorisés. Ils étaient très peu nombreux car, quand l'exonération s'appliquait aux pedidos, la charge des autres se trouvait encore alourdie puisqu'ils étaient moins nombreux à se la partager et, quand elle s'appliquait aux monedas, le Concejo devait verser le montant de leurs contributions au receveur royal or, comme il n'avait pour ainsi dire jamais de liquidités, il n'exemptait plus, à partir de 1383 où il pouvait exonérer vingt artisans¹⁰⁵, que quelques vecinos, par charité ou, plus souvent, pour payer un service rendu ou pour conserver des spécialistes indispensables¹⁰⁶.

99. Charte de Jean I^o, Armario I, Privilegio n.º 115.

100. Charte de Jean I^o, Torrijos, 15 janvier 1384, citée supra, fol. 92r.

101. Charte de Jean I^o, 24 janvier 1385, Cart. Real 1384-91, fol. 125r.

102. Cuaderno des six monedas, A. C.-L. O. 23 janvier 1402.

103. Relación de los exentos, 30 juin 1432, caja 7, n.º 13.

104. Si des gens étaient exemptés sous Alphonse XI auquel Henri II cherche constamment à se rattacher, et à l'époque du siège d'Algésiras où il se trouvait dans le plus extrême dénuement, ces gens devaient vraiment être considérés comme impossibles. A. C.-L. O. 24 mars 1376 recopiant la sentence du 21 décembre 1372.

105. Jusque là, pour des raisons démographiques et économiques évidentes, il exemptait des artisans ainsi A. C.-L. O. 5 avril 1376, un fabriquant de briques et quinze jours plus tard, deux fabricants de cordes de chanvre, un d'arbélètes, un de selles, un serrurier, un lormier, un émailleur.

106. Ex. A. C.-L. O. 24 août 1398, les femmes des arbalétriers partis à la guerre, le 26 les cogedores. Le 17 janvier 1399, el andador del concejo... porque siempre los andadores del Concejo eran francos de los pechos. Le 17 décembre 1399, los tres piqueros que labran en la Iglesia de Santa Maria la Mayor por que si se iban cesaria la labor. Exemptés des levées de 1407-09 dans D. MENJOT: «L'impôt royal...», *op. cit.*, pp. 508-513.

Conclusión

En dehors de ces excusados, les souverains ne voulaient laisser à l'écart de l'imposition aucune catégorie ou aucun individu hormis les «pauvres» c'est-à-dire ceux qui ne possédaient pas soixante maravedis. Ils interdisaient aux privilégiés de faire bénéficier leurs «apanaguados» et leurs «yugueros» de leur franchise. Ils ordonnaient aux Concejos d'incriminer sur les rôles tous les habitants qui résidaient, non seulement dans la ville mais dans les faubourgs, les tours ou les aldeas du territoire sans oublier les bergers. Mais dans la réalité, remarquons que la municipalité murcienne, malgré la répétition de ces ordonnances, ne semblait pas, sauf pour la moneda forera, obtempérer puisqu'elle désignait très rarement des enrôleurs et des collecteurs hors des quartiers de la ville, lors de la levée des monedas et pratiquement jamais lors de celle d'un pedido¹⁰⁷. Par contre, elle utilisait la contrainte vis-à-vis des contribuables récalcitrants, ordonnant aux collecteurs de saisir leurs biens mobiliers ou, quand ils n'en possédaient pas, leurs biens fonciers, et de les vendre aux enchères.

Les juifs et les mores étaient astreints au paiement des monedas¹⁰⁸ en plus de leurs contributions particulières et les étrangers au paiement de la moneda forera au moins de celle de 1380¹⁰⁹. Les Trastamares ne firent de faveur qu'aux orphelins en ne leur imposant qu'une moneda, et encore avec leur parent survivant, s'ils vivaient en communauté de biens avec celui-ci, même s'ils gardaient leurs biens indivis après avoir partagé, avec leur père ou leur mère qui, dans ce cas, payait séparément¹¹⁰.

CONCLUSION GENERALE

La fiscalité directe diversifiée des Trastamares touchait lourdement, injustement et inégalement la population. Lourdement par les nombreuses et souvent importantes levées. Injustement par une assiette peu équitable: une imposition par tête; une de quotité, à quatre quotes au maximum, où les grosses fortunes étaient scandaleusement favorisées; des impôts de répartition et des emprunts dont on sait qu'ils étaient progressifs mais dont on ignore comment étaient estimés les biens et qui étaient quelquefois commués

107. Cela signifie-t-il que les campagnards sont trop pauvres pour contribuer? Il existerait donc un seuil d'imposition? M. A. LADERO-QUESADA: *La Hacienda...*, *op. cit.*, p. 220 pense que: «parecidos exentos los pecheros con menos de 120 maravedis de bienes».

108. A.C.-L.O. 1.° décembre 1377, 2 personnages avaient affermé les 6 monedas des chrétiens, des mores et des juifs.

109. A.C.-L.O. 3 janvier 1380, 8 personnages: «arrendaron... la moneda de la dicha cibdat e de su termino con las torres e pastores e vecinos e barranos de la cibdat e de su termino con los cristianos del Alcantarilla».

110. Charte de Jean I^{er}, ap. doc. II. Le Concejo de Murcie fait remonter cette faveur aux prédécesseurs d'Henri II A.C.-L.O. 27 février 1376.

en impôts indirects sur les produits de consommation. Inégalement enfin, car une partie non négligeable de la population y échappait —partie moins importante dans la moneda forera et les pedidos que dans les monedas— mais qui comprenait les familles les plus riches qui supportaient en échange, il est vrai, le poids important, économiquement parlant, de la guerre. Les contribuables petits et moyens supportaient donc tous le poids de l'impôt dont il est impossible, en l'absence de registres d'estimes d'évaluer le taux de prélèvement sur le patrimoine opéré lors de la levée ¹¹¹.

Fort logiquement, les contribuables castillans essayaient d'échapper à de telles impositions. Ils utilisaient de multiples moyens :

en premier lieu certainement la fraude que les souverains, les fermiers et les Concejos s'efforçaient de réprimer, sans toujours y réussir si l'on en juge par les nombreux rappels d'ordonnances antérieures. Malheureusement, l'absence de rôle ne permet pas de connaître les sommes qui restent irrécouvrables et d'évaluer la différence entre les sommes escomptées et celles réellement encaissées. Les types de fraude étaient multiples, les plus classiques consistant à éviter le recensement, dissimuler les biens, par exemple en les donnant à sa femme ou en déshéritant ses fils ¹¹², essayer de se rattacher à un groupe d'exemptés.

en deuxième lieu, l'émigration à l'intérieur et hors des frontières castillanes. Elle était si importante et si fréquente que, sinon pour l'endiguer du moins pour la compenser, Jean I accorda d'une part, en 1384, la franchise pour dix ans aux vecinos nuevos et, d'autre part obligea tous ceux qui se déplaçaient à se faire délivrer par leur Concejo d'origine une albala prouvant qu'ils avaient acquitté leurs impôts sous peine d'être à nouveau imposés ¹¹³.

en dernier lieu, enfin, la violence dans ce domaine encore mal exploré ¹¹⁴ la connaissance des techniques financières facilitera la compréhension des insurrections fiscales. Elle était dirigée surtout contre les agents du fisc qui, et malgré la protection du Concejo, très souvent subissaient des injures et recevaient des menaces, quelquefois étaient victimes de coups et blessures, mais très rarement assassinés. Je n'ai rencontré à Murcie que des émotions de surface, des tumultes sans lendemain, sauf à une reprise où quatre meneurs tentèrent d'organiser, de nuit, le mécontentement et prirent la tête d'une émeute, qui ne semble cependant guère avoir eu de conséquences-puis-

111. Ce que Ph. WOLFF a pu faire pour Toulouse dans « Registres d'impôts et vie économique à Toulouse sous Charles VI » dans *Annales du Midi* 1944, pp. 5-66.

112. Jean I° s'en plaint, ap. doc. II.

113. Cortes de Briviesca + A. C.-L. O. 1399-1400, fol. 63v.; le Concejo ordonna de ne donner : « albala a ninguna persona que se querria yr de la cibdat con su casa movida fasta que aya pagado los pechos que la cibdat deve al rey... e le sea fecho primeiramente relacion por el cogedor de la collacion... ».

114. J. VALDEÓN-BARUQUE fait la synthèse des connaissances actuelles, recense les sources et indique les directions de recherche dans sa communication au Congrès de Santiago de 1973 « Tensiones sociales en los siglos XIV y XV ».

que les impôts continuèrent à être perçus et qu'il n'est pas fait mention de violence—, tout en étant suffisamment sérieuse pour amener le Concejo à ordonner une enquête¹¹⁵.

La psychologie sociale du contribuable castillan et plus précisément murcien reste en définitive, encore, assez floue. Il est d'ailleurs probable que, parmi les vecinos que la municipalité ordonnait de saisir figuraient des «obstinés de la temporisation»¹¹⁶.

Les effets de la ponction fiscale sur l'économie, il n'est pas possible dans l'état actuel des connaissances de les apprécier dans toute leur ampleur et leur diversité, ils n'en sont pas moins considérables. D'une façon générale, le taux de prélèvement fiscal —dont on n'a pu constater l'aggravation qu'à certaines époques, mais non déterminer la tendance à plus longue durée— mais qui apparaît tout le temps considérable, me paraît bien être un facteur de blocage économique, un obstacle à l'accumulation¹¹⁷ et non un des ressorts de la croissance comme avait pu l'être par exemple quatre siècles plus tôt: «la pression qu'exerça le pouvoir seigneurial sur les forces productives»¹¹⁸ car il était trop élevé. Les monarques l'avaient trop aggravé pour compenser leur impossibilité croissante de ponctionner les señorios de plus en plus nombreux et vastes. Il est également, en partie, responsable de l'accroissement de l'écart entre privilégiés et contribuables et d'une paupérisation dont le vagabondage et la mendicité sont des signes et qu'il serait possible d'appréhender en suivant l'évolution du produit de la moneda forera ou d'un nombre identique de monedas —grossièrement seulement car la part de la fraude resterait impossible à évaluer—. Notons qu'il y a une redistribution vers les zones militaires et surtout frontalières du produit du prélèvement car le roi prend à sa charge les dépenses défensives¹¹⁹. Mais l'épargne qui n'est point ramassée par la machine fiscale va finalement servir —obligatoirement pour les possesseurs de 10.000 maravedis— à l'achat et à l'entretien d'un cheval et d'armes. On échappait ainsi à l'imposition mais le modèle culturel dominant, celui du caballero, voyait son attrait renforcé et à travers lui, le rejet de l'investissement productif accru. Tel est le rôle essentiel que

115. A. C.-L. O. 6 septembre 1401 : « ... fue dicho que Domingo de la Roma, Esteban Sanchez traginero, Johan de Ubeda e Johan Albeytar, el domingo pasado en la noche ayán fecho bollicio e movimiento diciendo que las 30 monedas que la cibdat a de pagar... que non se cogieran e sy non que en ora mala las cogieran asy los regidores e enpadronadores... ».

116. J. FAVIER : *Finance...*, *op. cit.*, p. 149.

117. Commen dans les campagnes normandes les charges seigneuriales G. BOIS : *La crise du féodalisme*, Paris, 1976.

118. G. DUBY : *Guerriers et paysans VII-XII. Premier essor de l'économie européenne*, Paris, 1973, p. 200.

119. D. MENJOT : « Le poids de la guerre dans l'économie murcienne, l'exemple de la campagne de 1407-1408, contre Grenade » dans *Miscelánea Medieval Murciana*, t. II, 1976, pp. 37-62.

me parait jouer l'impôt direct royal dans l'évolution du système socio-économique de cette époque.

J'ai conscience, au terme de cette étude, d'avoir posé plus de questions et formulé plus d'impressions qu'apporté des résultats sinon provisoires surtout dans la première partie. Je souhaite vivement que d'autres travaux, dans d'autres fonds d'archives viennent compléter ou rectifier cette vision et apporter des points de comparaison tout en espérant que l'Archivo Municipal murciano me livre d'autres secrets au hasard d'un registre d'Actas Capitulares, et surtout en dépouillant exhaustivement les Cartularios.

APENDICE DOCUMENTAL

I. Carta de las dose monedas que fueron otorgadas al rey en Segovia. Toledo, 10 de diciembre era de 1412 (1374) (Archivo Municipal de Murcia, Cartulario Real, Eras 1405-1418, fols. 86v.-87r.)

Don Enrique por la gracia de Dios, rey de Castiella, de Toledo, de Leon, de Gallisia, de Seuilla, de Cordoua, de Murcia, de Jahen, del Algarve, de Algesira e sennor de Molina, a los conçejos e alcalles, jurados, jueces, justicias, merinos, alguaziles e otros oficiales quales quier de todas las cibdades e villas e lugares del obispado de Cartajena con el rregno de Murcia sin Lorca e sin Villena asi rregalengos commo abadengos e ordenes e behetrias e otros sennorios quales quier que son en el dicho obispado asi clerigos commo legos e judios e moros e a qual quier o quales quier de vos a quien esta nuestra carta fuere mostrada o el traslado della signado de escrivano publico salud e gracia. Bien sabedes en commo nos estando en el ayuntamiento que fizimos en la cibdat de Segovia en el mes de Setiembre de la era desta carta e estando con nusco la reyna Doña Johanna mi muger e el infante Don Johan mio fijo primero heredero e los prelados e ricos omnes a maestros de las ordenes e otros cavalleros e escuderos e nuestros vasallos e los procuradores de las cibdades e villas e lugares de los nuestros rregnos e les mostrando el grant menester en que estamos e la grand costa que auemos fecho e fasemos de cada dia asy en las pagas e sueldo de pan e de dineros e tennencias de Tarifa e de Alcalá la Rreal e de las otras villas e lugares e castiellos e fronteros de tierra de moros e en las quitaciones e tierras e raciones e merçedes que damos a los nuestros vasallos e oficiales e a los otros del nuestro sennorio e en las tenencias de los otros nuestros castiellos e alcaçares e para la guerra que nos auemos con el rey de Inglaterra nuestro enemigo e para otras cosas que cumplen mucho a nuestro servicio e a guarda e defendimiento de los nuestros rregnos, e ellos que catasen manera donde lo pudiesemos conplir lo mas sin danno que ser pudiese. de la nuestra tierra e ellos, veyendo las nuestras grandes menesteres en commo non se podia escusar de poner recabdo en estas cosas sobre dichas, acordaron de nos servir en todo el nuestro sennorio con las alcavalas del maravedi tres meajas de un anno e con dose monedas que se cojan deste primero dia deste mes de desienbre en que estamos de la era desta carta fasta un anno conplido e otorgaron nos las commo monedas foreras que se dan de siete en siete annos en conosciemento de sennorio rreal e que nos las den e paguen en todas las cibdades e villas e lugares del nuestro sennorio e en todos los sus lugares e vasallos que ellos an asi solariegos e abadengos e ordenes commo otros sennorios quales quier. Agora tenemos por bien de mandar coger luego las ocho monedas destas dichas dose monedas por que nos podamos acorrer luego de los maravedis que en ellas montaren para nuestro servicio las quales dichas monedas se an de cojer en esta manera: en estos tres meses primeros las ocho monedas e en los otros tres meses las dos monedas e en los otros tres meses sigientes las otros dos monedas e auedes a pagar estas dichas dose monedas en esta manera: el que ouiere quantia de sesenta maravedis desta moneda

usual en mueble o en rays que peche ocho maravedis pero que en esto que les non sea contado las camas en que durmieren e los pannos que vistieren continuadamente e que ninguna cibdat ni villa ni lugar regalengo ni abadengo ni ordenes ni behetrias ni otros sennorios quales quier ni omnes poderosos ni obreros ni monederos ni escusados ni apañaguados ni yugeros ni vallerteros de vallesta ni de nomina ni galeotes ni clerigos ni legos ni judios ni moros ni otras personas algunas de qual quier estado o condiçion que sean que se non escusen de pagar las dichas monedas ni alguna dellas por cartas ni por privilejos que tengan del rey Don Alfonso nuestro padre que Dios perdone ni de los otros reyes donde nos venimos maguer sean confirmados de nos en las cortes que fizimos en tiempo o en otras cortes o ayuntamientos o fuera dellos ni otrosi por cartas ni por privilejos ni por alvalanes que tengan de nos ni de la Reyna mi muger maguer sean dados o confirmados en las dichas cortes de tiempo o en otras cortes o ayuntamientos o fuera dellos ni por otra rason alguna, salvo los omnes e mugeres e dueñas e donsellas fijos dalgo de solar conosciço o que es notario que son fijos dalgo e los que fueren dados por fijos dalgo en qual quier de las cortes de los reyes onde nos venimos con el su procurador o en la nuestra con el nuestro procurador; e los de las egleſias catedrales que sean quitos los que las sierven e para saber quales son mandamos que los nuestros arrendadores con un oficial que puedan escojer en la egleſia catedral quatro omnes buenos que les quisieren los dichos nuestros arrendadores para que juren quantos son los de las dichas egleſias catedrales que las sierven continuadamente e los que juraren que son y que sean quitos e los otros que paguen e si lo non juraren que paguen todos e salvo aquellos clerigos que tienen privilejos e cartas de los reyes onde nos venimos e de nos en que les quitamos de monedas e de todos pechos porque canten misas e fagan aniversarios e vigalias o por que sierven por sus animas el divinal ofiçio. Otrosi tenemos por bien que ningunt prelado ni rico omne ni cavallero ni otro omne poderoso ni rica duenna non se atreva a tomar ni enbargar alguna cosa de la dicha moneda asy por se carever a la nuestra merçed commo por merçed que les dellas ayamos fecho ni en otra manera qual quier mas que las cosientan coger e rrecabdar al nuestro arrendador o al que lo ouiere de rrecabdar por el e para coger e rrecabdar estas dichas dose monedas fasemos ende nuestros cogedores a Don Haym Abolax del Castillo de Garcia monnos e a Don Cag el levi d'Alcaras morador en el dicho lugar del castillo con las tres quartas partes e a Don Cag Abenaex de Murçia con la otta quarta parte por que nos mandamos vista esta nuestra carta o el traslado della signado commo dicho a todos e a cada unos de vos en vuestros lugares e jurediciones que rrecudades e fagades rrecodir al dicho nuestro cogedor o al que lo ouiere de rrecabdar por el con todos los maravedis que montaren en cada una de las dichas dose monedas segund dicho es, en los dichos tres meses primeros con las ocho monedas e en las otros tres meses sigientes con las otras dos, e en las otras tres meses sigientes con las otras dos para complimiento de las dichas dose monedas; e tenemos por bien que por que la nuestra tierra sea mas guardada de danno que commo solidades dar fasta aqui los concejos en cada lugar e en cada collaçion e en cada aljama dos enpadronadores e dos cogedores para cada una moneda e para estas dichas dose monedas que dedes luego al dicho nuestro cogedor o al que lo ouiere de rrecabdar por el dos omnes buenos rricos e abonados de cada concejo e de cada collaçion e de cada aljama para cada una de las dichas dose monedas e non mas e que los dedes aquellos lugares e collaçiones e aljamas que los diestes para estas dose monedas pasadas para que el uno dellos faga el padron de cada una de las dichas dose monedas e el otro que coja los maravedis que en cada moneda montare e tomado los juramentos sobre la crus e los santos evangelios que lo fagan bien e verdaderamente e en los lugares que non ayan de veynte quatro moradores arriba que den la meatad de los que y moraren en ellos para enpadronadores e cogedores de las dichas monedas e non mas, en tal manera que lleven los padrones fechos e çerrados e los maravedis que en ellos montaren de lo cierto cogidos de las dichas ocho monedas que agora luego mandamos coger a los dichos nuestros arrendadores

o a los que lo ouieren de rrecabdar por ellos aquellos lugares que se acostunbraron levar e pagar en los tiempos passados en manera que sean cogidos e pagados al nuestro cogedor o al que lo ouiere de rrecabdar por ello del día que esta nuestra carta fuere mostrada e publicada o el traslado della signado commo dicho es en los lugares acostunbrados del dicho obispado fasta cinco mercados primeros sigientes e los de los padrones de las otras dos monedas segundas e de las otras dos monedas terçeras que los den eso mesmo a los dichos nuestros cogedores o a los que lo ouieren de rrecabdar por ellos en los dichos lugares acostunbrados desde el primero día que commençaren los dichos tres meses a que nos mandamos coger las dichas monedas fasta los dichos cinco mercados segundos e si por aventura a los dichos cinco mercados non dieredes los dichos enpadronadores e cogedores los maravedis de lo cierto cogidos e pagados en la manera que es e que por qual quier cosa destas sobre dichas que non cunplieredes vos los dichos concejos e lugares e collaçiones e aljamas en los dichos cinco mercados en la manera que vos enbiamos mandar que seades tenudos vos los dichos concejos e lugares e collaçiones e aljamas do este acaesçiere de pagar por las ocho monedas de la primera paga que auedes a dar segund el rrespleto destas dose monedas que nos pagastes este anno que agora paso e que pagades el dicho rrespleto a los plasos primeros de la carta de la trenta de eso mesmo que sea esa en las otras pagas de las quatro monedas si non cunplieredes esto que dicho es e si algunos lugares ouiere que fasta aqui non ouieren librado las dichas dose monedas pasadas e non cunplieren estas dichas dose monedas de agora esto que dicho es, que seades tenudos de pagar en estas dose monedas al rrespleto de las veynte quatro monedas; e mandamos que los que fisieren los padrones e cojieren los maravedis de la una moneda que non fagan los padrones ni cojan los maravedis de la otra e que pongan en los dichos padrones a todos aquellos e aquellas que ouieren las quantias sobre dichas para pagar cada una de las dichas dose monedas segund que en esta nuestra carta se contiene e otrosi que los fasedores de los padrones que pongan en los dichos padrones al quantioso por cierto e al que non ouiere la dicha quantia que lo pongan por non quantioso por quel dicho nuestro cogedor sepa quales e quantos son aquellos e aquellas de quien an de coger las dichas dose monedas por pesquisa e por abono e si el enpadronador encubriere alguna cosa desto que sobre dicho es que las personas que desta gisa fueren encubiertas que sean tenudos de pagar su pecho sensiello auiendo e quantia e derecho por que lo pagar e los enpadronadores que lo encubrieren que pechen al arrendador todo lo que desta gisa encubrieren con el doblo e que los sus cuerpos que estan a la nuestra merçed, e si non dieredes luego los dichos omnes buenos de cada conçejo e de cada collaçion e de cada aljama para que fagan los padrones e cojan los maravedis en la manera que dicha es, mandamos a los dichos nuestros cogedores o a los que lo ouieren de rrecabdar por ellos que los tomen ellos de cada lugar e de cada collaçion e de cada aljama aquellos que entendieren que fueren e son mas pertenesçientes para ello e que sean quantiosos e que tomen dellos juramiento a los cristianos sobre la crus e los santos evangelios e los judios e moros segund su ley que fagan los dichos padrones e cojan los maravedis dellas segund dicho es bien e verdaderamente en la manera que dicha es. E mandamos a los omnes que vos dieredes de cada lugar e de cada collaçion e de cada aljama para faser los dichos padrones de cada una de las dichas monedas o a los quel dicho cogedor o los que lo ouieren de rrecabdar por ellos tomaren para esto que fagan los padrones de cada una de las dichas monedas bien e conplidamente e los cogedores que cojan los maravedis que en ellos montaren so pena de seysientos maravedis desta moneda usual cada uno. E mandamos que asy commo fueren enpadronando los enpadronadores que asy vayan cojiendo los cogedores que fueren dados o tenudos para cada una de las dichas dose monedas de aquellos que fueren enpadronados en ellas. E mandamos que dure la cogecha e pesquisa destas dichas dose monedas desde primero dia del dicho mes de desiembre fasta quinze meses conplidos e non mas. Otrosi tenemos por bien e mandamos que los dichos nuestros arrendadores e cogedores que non puedan dar mayores plasos a los

conçejos e lugares e collaçiones e aljamas ni a otras personas que dellos arrendaren alguna de las dichas monedas de quanto les nos damos por las nuestras condiçiones e si les dieren que los non valan a los dichos conçejos e lugares e collaçiones e aljamas ni a las otras personas que dellos arrendaren e que nos ni el nuestro tesorero que gelas non guardemos ni cunplamos e si por esta rraon el arrendador algunt cohecho levare de los conçejos e lugares e collaçiones e aljamas e de personas e de algunos dellos por les dar mayores plasos de los que tienen de nos segund dicho es que sean tenudos de lo pagar a nos con las penas contenidas en las condiçiones. E por quanto nos fue dicho que los rrecabdadores de los nuestros tesoros que tomavan de los nuestros arrendadores mayores e menores e de la tierra treynta maravedis del millar por costa de lo que monta las nuestras rentas, por ende mandamos que de aqui adelante que ningunt nuestro tesorero ni sus rrecabdadores ni sus cogedores que non ayán ni lieven lós dichos maravedis en ningunos lugares. E por que los arrendadores nos dixieron que en el ordenamiento quel rey Don Alfonso nuestro padre que Dios perdone fizo en que se contiene que ningun alcalde ni alguazil que non aya ni lieve los dichos maravedis en ningunos lugares ni otro ofiçal alguno de las çibdades e villas e lugares de los nuestros rregnos que non lieven diesmo ni entregan treynta maravedis al millar de lo que entregare de las nuestras rrentas salvo el nuestro vallestero que aya de lo que entregare e troxiere a exsecucion treynta maravedis al millar fasta en quantia de veynte mill maravedis e destos veynte mill que lieve seysientos e dende arriba que non lieve mas el qual dicho ordenamiento dis que se non cunple e que lieva qual quier ofiçal treynta maravedis al millar de quanto les da a entregar e preñar al arrendador maguer que non trahe la entrega a exsecucion, por ende tenemos por bien que sea guardado el dicho ordenamiento en rraon de la dicha entrega e en rraon de la pesquisa e abonamiento destas dichas dose monedas tenemos por bien que se guarde e se use segund se uso e guardo en las otras monedas que se cojieron en los tiempos pasados fasta aqui e segund se contiene en las mias cartas de pesquisa e de abono que vos seran mostradas en esta rraon. E por quanto en las condiçiones con que nos mandamos arrendar las dichas monedas se contiene algunas clausulas demas que las que en esta carta se contiene mandamos que veades las dichas nuestras condiçiones que vos mostraran los dichos nuestros arrendadores firmadas de los nuestros contadores e las cunplades en todo segund que se en ellas contiene e mandamos a los alcaldes e alguazil e otros ofiçiales quales quier de cada uno de los dichos lugares e a qual quier o quales quier dellos que lo fagan asy fazer e conplir en la manera que dicha es e los unos ni los otros non fagades ende al por ninguna manera so pena de la nuestra merçed sinon por qual quier o quales quier por quien fincar de lo asy faser e conplir, mandamos al dicho cogedor o a los que lo ouieren de rrecabdar por el que vos enplase que pareciades ante nos do quier que nos seamos vos los dichos conçejos por vuestros procuradores e uno o dos de los dichos ofiçiales personalmente con poder cierto de los otros del dia que nos enplare fasta quinse dias primeros sigientes so la dicha pena e de seysientos maravedis desta moneda usal a cada uno a desir por qual rraon non conplides nuestro mandado e de commo esta nuestra carta vos fuere mostrada o el traslado della signado commo dicho es e los unos e los otros la cunplieredes, mandamos so la dicha pena a qual quier ecrivano publico que para esto fuere llamado que de ende al que nos la mostrare testimonio signado con su signo por que nos sepamos en commo conplides nuestro mandado.

Dada en Toledo 10 dias de desienbre era de 1412. Yo Diego Ferrandes la fise escribir por mandado del rey...

II. Cuaderno de las seys monedas. Medina del Campo 26 dias de marzo era de 1419
(Archivo Municipal Murcia, Cartulario Real 1384-1391, fol. 2v.-9v.)*

Don Johan por la gracia de Dios, rey de Castiella, de Toledo, de Leon, de Gallizia, de Seuilla, de Cordoua, de Murcia, de Jahen, del Algarve, de Algesira e senor de Lara e de Viscaya e de Molina, a todos los concejos e alcalles, jurados, jueces, justicias, merinos, alguaziles e otros oficiales quales quier del obispado de Cartajena con el rregno de Murcia e de toda; las villas e lugares de su obispado e rregnado segund suelen andar en renta de monedas asi realengos commo abadengos e ordenes e behetrias e otros sennorios quales quier asi clerigos commo legos, judios e moros e a qual quier o a quales quier de vos a quien esta nuestra carta fuere mostrada o el traslado della signado de escrivano publico, salud e gracia. Bien sabedes en commo nos estando en el ayuntamiento que nos fisiemos en la cibdat de Soria en el mes de setiembre que agora paso de la era desta carta e estando y connusco la rreynna donna Johana nuestra madre e nuestra sennora e la rreynna donna Leonor mi muger e el infante don Enrique mio fijo primero heredero e el conde don Alfonso nuestro hermano e el conde don Pedro nuestro primo e don Johan Garcia Manrique obispo de Çiguença nuestro chanceller mayor e don Pedro arçobispo de Toledo primado de las espannas, oydor de la nuestra audiencia e don Pedro arçobispo de Sevilla e algunos otros prelados e condes e ricos omnes e los procuradores de los maestros de las ordenes de Santiago e de Calatrava e de Alcantara e otros cavalleros e escuderos nuestros vasallos e los procuradores de las ciudades e villas e lugares de nuestros rregnos e les mostramos el grand menester en que estamos e la grand costa que auemos fecho e fasemos de cadal dia asi en armar galeas e naves e varcas e para faser guerra e mal e danno a los Ingleses nuestros enemigos e en las pagas e sueldo de pan e de dineros que damos para las tenençias de las nuestras villas de Tarifa e de Alcalá la Real e de las otras nuestras villas e lugares e castiellos e fronteros de tierra de moros e otrosi en las tenençias e tierras e raçiones e mercedes e guarniçiones que damos a los nuestros vasallos e oficiales e a los otros del nuestro sennorio e otrosi en las tenençias de los otros nuestros castiellos e alcaçares de los dichos nuestros rregnos e otrosi en las costas e dadivas que fasemos a los mensajeros de los rreyes de Françia e de Aragon e de Portugal e de Navarra nuestros amigos e otrosi a los que nos enbiamos a ellos commo en otras cosas que non podemos escusar de gastar por que cumple a nuestro servicio e a pro e guarda e defendimiento de los nuestros rregnos e que ellos que catasen manera donde lo pudiesemos complir lo mas syn danno que se pudiese de la nuestra tierra e ellos veyendo los nuestros menesteres e en commo non se podia escusar de poner recabdo en estas cosas sobre dichas acordaron de nos servir en todos los nuestros rregnos con las alcavalas del maravedi seys meajas e con seys monedas e por escusar a todos los dichos conçejos de las dichas ciudades e villas e lugares de la costa que fasiedes en los procuradores que nos enbiavades a cada ayuntamiento que auiamos de faser sobre esta rason de cada anno otorgaron nos las dichas alcavalas e las dichas seys monedas por dos annos que començaran primero dia del mes de desiembre primero que venia (?) de la era desta carta en adelante e otorgaron nos las dichas seys monedas asi commo monedas foreras que se dan de siete en siete annos en connosçimiento de sennorio real e que nos las diesen e pagasen en todas las ciudades e villas e lugares de nuestros sennorios e en todos los sus lugares e vasallos que ellos an asi realengos commo abadengos e ordenes e behetrias commo otros sennorios quales quier. E agora sabed que tenemos por bien de mandar

* Copia, en muy buen estado, del más importante cuaderno de monedas de Juan I. cuyas muchas disposiciones, especialmente las relativas a la percepción y a los privilegiados, serán recogidas en los siguientes, particularmente en el del 15 de enero de 1384, que es también muy importante, pero muy deteriorado.

coger estas dichas seys monedas deste dicho primero anno en la manera que nos fueron otorgadas las quales sean de coger en esta manera: las tres monedas primeras tenemos por bien que las pagedes vos los dichos conçejos del dia que vos esta nuestra carta o su traslado signado vos fuere mostrada en aquellos lugares donde se acostunbro de mostrar en los annos pasados fasta en cinco mercados por que nos podamos acorrer luego de los maravedis que en ellas montare para nuestro serviçio, e las otras dos monedas en fin del mes de abril primero que viene que sera en la era de 1419 e la otra una moneda en fin del mes de julio primero sigiente. Las quales dichas monedas nos mandamos arrendar con las condiciones que aqui dira: e primeramente que las dichas seys monedas que nos las paguen los dichos arrendadores a nos en esta manera las dos monedas primeras en fin del mes de março primero que viene de la dicha era e las otras dos monedas en fin del mes de junio sigiente e las otras dos monedas en fin del mes de agosto primero sigiente; e estas dichas seys monedas que las pagedes vos los dichos conçejos en esta manera: el que ouiere quantia en mueble o en rrays de 60 maravedis en Castiella o en las Estremaduras e en la frontera que pague 8 maravedis e en tierra de Leon que pague 6 maravedis segund se usaron pagar fasta aqui cada una de las otras monedas pasadas e que sea guardado en esto a cada uno la cama en que dormiere e los pannos que vistiere continuadamente segund los annos pasados fasta aqui e estas dichas seys monedas e cada una dellas que se cojan asi commo monedas foreras que se cojen de siete en siete annos quando se dan en connoscimiento de sennorio rreal. E otrosi que commo davades en los annos pasados vos los dichos conçejos en cada lugar e en cada collaçion e en cada aljama dos enpadronadores e dos cogedores de cada una moneda, tenemos por bien que dedes en estas dichas seys monedas para cada una moneda un cogedor e un enpadronador en cada lugar e en cada collaçion e en cada aljama e non mas e que sean rricos e abonados para que el uno dellos faga el padron de cada una de las dichas seys monedas e el otro que coja luego todos los maravedis que en cada una montare; e el que una vegada fuere cogedor o enpadronador de qual quier destas monedas que non sea enpadronador ni cogedor de ninguna de las otras e que les tomedes juramiento sobre la cruç e los santos evangelios que lo fagan bien e verdaderamente pero que en los lugares que non ouieren de dose moradores arriba que dedes la meatud de los que montaren en ellas para cogedores e enpadronadores e non mas, e sy vos los dichos conçejos e collaçiones e aljamas non dieredes luego los dichos enpadronadores e cogedores en la manera que dicho es tenemos por bien que les tomen e prenden los nuestros arrendadores o los que lo ouieren de rrecabdar por ellos en cada lugar e en cada collaçion e en cada aljama aquellos que entendieren que fueren e son pertenesçientes para ello e que fagan juramento los cristianos sobre la cruç e los santos evangelios e los judios e moros segund su ley que fagan los dichos padrones e que cojan todos los maravedis dellos segund dicho es bien e verdaderamente en la manera que dicho es, e mandamos a los omnes buenos que vos dieredes de cada lugar e de cada collaçion e de cada aljama para faser los dichos padrones de cada una de las dichas monedas, o a los que los dichos nuestros arrendadores o los que lo ouieren de rrecabdar por ellos tomen para e.to, que fagan los padrones de cada una de las dichas monedas bien e conplidamente e los cogedores que cojan los maravedis que en ellas montaren so pena de seysientos maravedis desta moneda usual a cada uno e mandamos que asi commo fueren enpadronando los enpadronadores que asi vayan cogiendo los cogedores que fueren dados o tomados de cada una de las dichas seys monedas de todos aquellos que fueren enpadronados en ellas. E otrosi que cada conçejo e cada lugar e cada collaçion e cada aljama que sean tenidos de dar enpadronadores e cogedores para estas dichas seys monedas las quales diestes en los annos pasados antes que se pusiesen en cabeza e los dineros cogidos de lo cierto de las dichas tres monedas primeras del dia que vos fuere mostrada esta nuestra carta de cogeça e condiçiones e leyda e publicada en los lugares acostunbrados fasta cinco mercados e los padrones de las otras dos monedas del dia que fueren conplidos los dichos cinco mercados de las tres monedas primeras fasta otros

cinco mercados e los maravedis de lo cierto de las dichas dos monedas que los dedes cogidos en fin del mes de abril primero que viene e los maravedis de la otra una moneda postrimera del día que fueren conplidos los dichos cinco mercados de las dichas dos monedas fasta otros cinco mercados e los maravedis de lo cierto de la dicha moneda que los dedes cogidos en fin del mes de jullio primero sigiente e los maravedis cogidos de lo cierto de las dichas seys monedas e de cada una dellas que los dedes a los dichos plazos en los lugares que los acostunbrastes de dar e pagar en los tiempos pasados a los nuestros arrendadores o a los que lo ouieren de recabdar por ellos; e por qual quier cosa destas sobre dichas que non cunplieredes vos los dichos conçejos e lugares e collaçiones e aljamas en los dichos plazos tenemos por bien e mandamos que seades tenidos vos los dichos conçejos e lugares e collaçiones e aljamas do esto acaesiere de pagar por pena a los nuestros arrendadores e cogedores destas dichas seys monedas seysientos maravedis por cada una moneda de la en que non cunplieredes lo sobre dicho e que finque a salvo a los nuestros arrendadores e cogedores o al que lo ouiere de recabdar por ellos de cobrar sus monedas por padron e por pesquisa e por abono segund se contiene en las nuestras condiçiones e cartas de las dichas seys monedas.

Otrosi que los fasedores de los padrones destas dichas seys monedas e de cada una dellas que pongades en cada uno de los padrones al quantioso por cierto e al que non ouiere quantia que lo pongades por non quantioso e sy por aventura el dicho enpadronador encubriere alguna cosa desto que sobre dicho es, tenemos por bien que sean tenidas las personas que desta guisa fueren encubiertas de pagar su pecho sençielo auiendo quantia e derecho por que lo pagar segund dicho es e los enpadronadores que lo encubrieren que lo pechen al arrendador todo lo que desta guisa encubrieren con el doblo e demas que los sus cuerpos de los enpadronadores que esten a la nuestra merced para faser en ellos lo que la su merced fuere.

Otrosi si el cogedor que cogiere la moneda del pechero non la diere en cuenta al arrendador e le fuere provado que la el tomo en sy e la encubrio que la peche con setenas al arrendador. Otrosi que la cogecha e pesquisa destas dichas seys monedas e de cada una dellas que dure fasta quinse días e non mas que se cuente des del dicho primero día de desienbre en adelante e la puja que se fisiere en las dichas monedas que se faga sobre las dichas tres monedas primeras fasta la primera paga que es en fin del mes de março primero que viene e que se reparta la puja sobre todas las dichas seys monedas sueldo por libra la que y montare e los arrendadores en quien fincaren las dichas rentas o qual quier dellas que paguen los maravedis que ouieren a dar por las dichas pagas a que nos las ouieren a pagar los arrendadores en quien estuvieren las dichas rentas segund que en esta carta se contiene.

E otrosi que los arrendadores que arrendaran estas dichas seys monedas que non puedan dar mayores plazos a vos los dichos conçejos e lugares e collaçiones e aljamas ni a otras personas que dellos arrendaren algunas de las dichas monedas de quanto nos les damos a ellos por estas nuestras condiciones, e si les diere que vos non valan a vos los dichos conçejos e lugares e collaçiones e aljamas ni a las otras personas que dellos arrendaren, ni nos ni el nuestro arrendador nos seamos tenudos de vos guardar ni conplir e si por esta rason el arrendador o algund cogedor levare de vos los dichos conçejos e lugares e collaçiones e aljamas o de alguno de vos por vos dar mayores plazos de los que ellos tienen de nos segund dicho es que nos paguen el dicho arrendador o cogedor todo lo que desta guisa levare con el tres tanto.

Otrosi que los arrendadores que non ouieren a dar alguna cosa destas dichas monedas syendo pasados los plazos que los entreguen al nuestro recabrador o al que lo ouiere de recabdar por el e que los apremi a ellos o a sus fiadores e a sus bienes fasta que paguen a los que en ellos ouieren de auer alguna cosa.

Otrosi que ninguna cibdat ni villa ni lugar de los dichos arçobispados e obispados e merindades e sacadas e de cada una dellas regalengos ni abadengos ni ordenes ni behetrias ni otros sennorios quales quier ni omne poderoso ni obreros ni monederos ni

escusados ni apaniaguados ni ningunos vasallos de vallesta ni de nomina ni galeotes ni clerigos ni legos ni judios ni moros ni otras personas de qual quier estado o condiçion que sean en qualquier manera que se non escusen de pagar las dichas monedas ni alguna dellas por cartas ni por previllejos que tengan del Aey don Enrrique nuestro padre que Dios perdone ni de los otros reyes onde nos venimos maguer sean confirmados de nos en las Cortes que nos fisiemos en la muy noble cibdat de Burgos o en otras Cortes ni ayuntamientos ni fuera dellos ni otrosi por cartas ni por previllejos que tengan ni de la Reyna mi madre e mi sennora ni de la Reyna mi mujer maguer sean confirmados e dados en las dichas Cortes de Burgos o en otras Cortes o ayuntamientos o fuera dellos ni por otra rason alguna salvo las cibdades e villas e lugares e personas que aqui dira:

Primeramente en las merindades de Castiella que sea guardado al monesterio de Perales la merçed que de nos tiene de dies escusados que moran de las puertas adentro del corral del dicho monesterio que sean quitos de monedas e de otros pechos para sienpre.

E otrosi que non paguen monedas ni otro pecho seys capellanes que sierven en la iglesia de Santa Maria de Gamadal e otrosi seys omnes que les labran sus heredades. E otrosi Çapata e Çibdadocha lugares que son de las huelgas de Valladolid tenemos por bien que sean quitos de monedas.

E otrosi Bersianos lugar que es de Yannes Alfonso aya de la Infante Donna Leonor nuestra hermana que es en la merindat de Carrion. E otrosi Sandoval villa veta catorse escusados del monesterio de Sant Pedro Cardona, veynte vesinos de Oruaneja, ochenta e quatro escusados del obispado de Palençia del su cabildo que non paguen las dichas seys monedas ni alguna dellas. E otrosi en el obispado de Astorga treynta escusados quel obispado de Leon a en el su lugar de Villacalvo. En la merindat de Castro Xeres que sean quitos de monedas setenta pecheros de Garçia Gonçales e Alvar Gonçales de Ferrera hijos de Johan Ferrandes de Ferrera asi commo herederos de donna Teresa de çavallos an en Villa Escusado e en Fontanas por privilejo de los reyes pasados.

E en la merindat de Burena e Rioja Johan Martines de Castiell de Carrias e su mujer e sus fijos que sean quitos de monedas por quanto fue lastimado en serviçio del rey nuestro padre. En la merindat de Logronno que non paguen las dichas monedas treynta pecheros que vinieron a poblar el lugar de Carvonera que es en el termino de Arnedo lugar que es de Monicote nuestro vasallo del rrey de Françia sy y moraren el qual lugar le dio Don Johan Rremires Darellano. E en tierra de Leon que sean quitos, que non paguen estas dichas seys monedas en Villalva lugar que era de Tomas Pinel çinquenta vesinos que tiene por merçed de nos e non mas. La cibdat de Badajoz que sean quitos de monedas todos los que moran de las puertas adentro asy en la villa commo en el castiello.

En la sacada de Badajos con el corajo de Ruy Gonçales que es cerca de Guadaxira que non paguen estas dichas seys monedas fasta veynte vesinos e los que ouieren demas que paguen. En Villa Garçia e en la Puebla lugares de Garçi Ferrandes de Villa Garçia que non paguen estas dichas monedas çinquenta vesinos e los que ouieren demas que paguen. Los clerigos de la cibdat de Salamanca mandamos que paguen monedas salvo los que son de la iglesia cathedral e por esto tenemos por bien e mandamos que los arrendadores destas dichas seys monedas o de qualquier dellas con un ofiçial que puedan escojer en la iglesia cathedral quatro omnes buenos quales quisieren los dichos arrendadores para que juren quantos son de la iglesia que la sierven e los que juraren que son y que sean quitos de monedas e los otros que paguen e sy lo non juraren que paguen todos.

En la sacada de Mansiella que sean quitos de monedas veynte escusados que las monjas del monesterio de Santa Maria de Gradafes tienen por merçed. En Gallizia mandamos que los conçejos e Viana e del Bollo con sus cotos que sean quitos de monedas dosientos vesinos segund los repartiere el Conde Don Pedro nuestro primo e los otros que demas ouieren que paguen. Otrosi que sean quitos de monedas dies escusados

que nos fisiemos merçed a Garçi Ferrandés Mexia en la su casa de buena vista que es en termino del Erena en la sacada de Badajos.

E otrosi en la puebla de Gordon que sean quitos çient e cinquenta vesinos e los que ouieren demas que paguen. En Rueda que sean quitos destas dichas seys monedas çient e cinquenta vesinos e los que ouieren demas que paguen.

En el arçobispado de Toledo tenemos por bien e mandamos que Santa Maria de Guadalupe que sean quitos e non paguen monedas fasta dosientos vesinos o en quantia de dies mill maravedis e los que ouieren demas que paguen. El ospital de Burgos tiene algunos lugares en el dicho arçobispado, mandamos que den nuestra carta para el comendador del dicho ospital que parescia en la dicha nuestra Corte del dia de la data de la dicha carta fasta quinze dias con los rrecabdos que ouiere en esta rason para que los veamos e sy ouieren de ser quitos que lo sean syn descuento alguno e si ouieren por que pagar que paguen al nuestro recabdador.

Capiella mandamos que sean quitos de pagar monedas. Otrosi los clerigos de Toledo mandamos que paguen monedas salvo los de la iglesia catedral e que sea guardada en esta rason la condiçion que se contiene en los clerigos de la cibdad de Salamanca. Otrosi por quanto disen que Toledo que da carta de vesindat a todos los labradores de fuera por que non paguen, mandamos: quel que tuviere casa poblada en Toledo e la muger e los fijos continuadamente del muro adentro que (non) paguen moneda e los otros que paguen.

E otrosi Somo Sierra que es en termino de Buytrago mandamos que si non pagaron monedas en tiempo del rey Don Alfonso nuestro bis abuelo que Dios perdone que las non paguen agora e sy pagaron entonces que paguen agora.

Otrosi que sean quitos destas monedas ochenta e quatro escusados del obispado de la iglesia de Palençia. Segura Val de Segura mandamos abuelvan en la renta con el arçobispado e que finque para nos si fuere la nuestra merçed de las mandar pagar monedas. Anton Sanches de Capiella termino de Madrid e su muger e sus fijos por quanto es pobre e manco que sean quitos destas dichas seys monedas.

E otrosi Casa Ruvios del monte lugar que fue de Diego Gomes de Toledo e es agora de Pedro Suares su fijo e auimos fecho merçed de las dichas monedas dende al dicho Diego Gomes e agora tenemos por bien e mandamos que paguen estas dichas seys monedas e que ayan en las dichas monedas el dicho Pedro Suares dies mill maravedis e sy non vallieren tanto que non ayan mas de lo que valliere.

E otrosi que non paguen monedas siete capellanes que estan en Pedrasa que cantan misas e ruegan a Dios por el anima del rey Don Alfonso nuestro abuelo que Dios perdone e por la nuestra vida e salud e de la reyna mi muger e del Infante mi fijo.

E otrosi que non paguen estas dichas seys monedas veynte escusados de Posadiella que es en el dicho arçobispado de Toledo que tiene de nos por previllejos Ferrand Gomes fijo de Gomes Garçia nuestro thesorero. En los obispados de Osma e Çiguença que sean quitos destas monedas treynta escusados que moraren en el castillo de Gomarsas.

E otrosi en Medina Celim que si nunca pagaron monedas que las non paguen agora e si las pagaron en algund tienpo que las paguen. Otrosi la villa de Molina mandamos que paguen las dichas seys monedas lo que moran en la dicha villa e los del termino de la dicha villa que sean quitos dellas e que las non paguen e si los que moravan en la dicha villa desde primero dia de desienbre que nos mandamos que se començere a coger estas dichas seys monedas e se fueren dende a morar al termino por non pagar las dichas seys monedas mandamos que paguen las dichas seys monedas aun que salgan a morar al termino de la dicha villa.

En el obispado de Cuenca mandamos que sean quitos destas dichas seys monedas cient escusados que tiene Alvar Garçia de Alvarios nuestro copero mayor. E otrosi Alfonso Sanches del Castiello nuestro contador mayor mandamos que sean quitos de las dichas seys monedas quatro escusados de que tiene previllejos del rey Don Enrique nuestro padre que Dios perdone e nuestro.

E mandamos que sean quitos destas monedas dose escusados que tienen las monjas de Santa Clara de Alcaçer por previllejos del rey nuestro padre e confirmado de nos. Otro i mandamos que en el arçobispado de Segovia e en otros lugares donde fuere la nuestra merçed, que sean quitos destas monedas dosientos monteros nuestros e fasta otros ciento que tenga Pedro Ferrandes de Velasco e Pedro Gonçales de Mendoça e Ferrand Carriello e otros quales nos mandaremos segund que lo nos repartieremos.

E otrosi en toda la frontera mandamos que los castiellos que estan fronteros de tierra de moros que non paguen monedas los que nunca pagaron. Osuna mandamos que non paguen monedas. E la cibdat de Jahen mandamos que non paguen monedas e los del su termino que las paguen. E Ubeda mandamos que non paguen monedas la villa e el termino que las paguen. El alcaçer de Baheça mandamos que sean quitos de monedas fasta çient vesinos de los que moravan y fasta el dicho primero día de desienbre e los que ouieren demas que paguen.

E en el obispado de Cartajena el alqueria de Priego lugar de la Orden de Santiago que es en el dicho obispado que non paguen estas dichas seys monedas fasta cinquenta vesinos sy los ouiere. En Branes lugar del arçobispado de Sevilla que non paguen estas dichas seys monedas quarenta vesinos e sy ouieren demas que paguen. El Viso lugar de la muger del Maestre Don Gonçalo Mexia que sean quitos destas monedas fasta veynte vesinos e si ouieren demas que paguen.

E Purchena lugar de Johan Martineç de Monrreal que non paguen estas dichas monedas veynte vesinos que y moraren e los que ouieren demas que paguen. En Cordoua que non paguen estas dichas monedas dose escusados que fasen panno de lana que son de Martin Gonçales e Maestre Barrao e dies omnes suyos que labran los dichos pannos.

E Xodar lugar de Don Johan Alfonso de Guzman que non paguen estas dichas monedas fasta setenta vesinos e si mas ouieren que paguen. E la Guarda e su termino que es en el obispado de Jahen mandamos que sean quitos de monedas fasta veynte vesinos e los que ouieren demas que paguen. E Ximena que sean quitos de monedas fasta veynte vesinos e los que ouieren demas que paguen.

E treynta vesinos que moran e moraren en los palaçios de los crespines que sean quitos de monedas.

E en el regno de Murçia mandamos que Lorca que non pague monedas ni Villena. Cartajena que sean quitos de monedas fasta çient e sesenta vesinos e los que ouieren demas que paguen, otrosi que la condiçion que se contiene en rrason de los clerigos de la Iglesia catedral de la cibdat de Salamanca que sea asi en todos los clerigos de las iglesias catedrales de todo nuestro regno.

E otrosi mandamos que por quanto en la frontera ay algunos lugares que se escusan algunos de pagar monedas disiendo que ellos que mantienen caballos e son manferidos para tener caballos e que los non tienen e otros que tuvieren caballos e que los non tienen agora e viudas e huerfanos destos a tales tenemos por bien que se use e pase segund que sienpre paso.

E otrosi que non paguen monedas los omnes e mugeres e duennas e donsellas fijaldgo de solar fijoscrido que es notorio que son fijosdalgo e los que mostraren que fueren dados por fijosdalgo en la Corte de qual quier de los reyes onde nos venimos con su procurador e en el nuestro con nuestro procurador.

E otrosi que todos los caballeros de alarde que son en el arçobispado de Toledo e en todos los otros lugares de los nuestros regnos salvo en el Andalusia mandamos que sean quitos de serviçios e que paguen monedas salvo aquello que las non pagaron en los annos pasados fasta aqui. Otrosi por quanto disen que algunos que fasen donaçiones de sus-bienes a sus mugeres e de eredan a sus fijos por que non paguen monedas, mandamos que si aquellos que lo fisieren se mantuvieren en los bienes o se provare que se fase infintosamente que paguen monedas valiendo los tales bienes las quantias para las pagar segund dicho es.

E otrosi tenemos por bien que quando algunos orfanaren quier por muerte del pa-

dre quier por muerte de la madre e moraren todos de consuno con el padre o con la madre que en quanto los bienes asi tuvieren de consuno e non partidos que el padre con sus fijos o la madre con sus fijos o fijas que asi fincaren huerfanos que non pechen mas de un pecho en estas dichas seys monedas e si el padre o la madre partiere con sus fijos quel padre o la madre que asi partieren que peche un pecho e los fijos si tuvieren los bienes unidos de consuno e non partidos entresi que pechen todos un pecho e si los bienes partieren entresi que pechen cada uno por lo que tuviere pecho entero por lo que le cupiere segund los bienes que tuvieren e eso mesmo si alguna o algunas de las fijas casare que pechen segund dicho es e los otros que quedaren que non ouieren partido que non pechen synon un pecho e esto; tales fijos que asi quedaren e se mantuvieren con su padre e con su madre juntamente e non ouieren partido ni conocido ninguno dellos su parte de los bienes que heredo por muerte de su padre que estos tales e su padre o su madre que non pechen todos synon juntamente un pecho e esto tenemos por bien que se guarde a.i en todos los otros pechos conçejales e nuestros commo en estas monedas.

Otrosi mandamos e tenemos por bien que salvo las cibdades e villas e lugares e castiellos e personas que aqui se contienen que non an de pagar monedas synon en la manera que dicha e; que todos los otros de los nuestros regnos a fuera de lo que aqui es salvado, que paguen las dichas seys monedas e que se non escusen de pagar por ninguna rason salvo aquellas cibdades e villas e lugares que nunca pagaron monedas asi foreras commo otras.

Otrosi todos los cavalleros e escuderos e otras personas quales quier que defendieren e escusaren a sus paniaguados e yugeros porque non paguen estas dichas seys monedas mandamos que lo mostrare el arrendador o cogedor al nuestro recabrador o al que lo ouiere de recabdar por el que monta aquello que auian de pagar los dichos paniaguados e yugeros que lo pagan en ponimiento al cavallero o al escudero o a otra persona qual quier que lo defendiere que lo libren ellos o que ge los quiten de quales quier maravedis que ouieren de auer de nos e que sea rescebido en cuenta al arrendador.

Otrosi por quanto disen los arrendadores e cogedores que en los obispados de Avila e de Segovia que los recabdores e los que an de recabdar por los nuestros recabdores mayores que toman de los arrendadores mayores e menores de la tierra trenta maravedis del millar por costa de lo que montan las nuestras rentas, mandamos que ninguno de los nuestros recabdores ni sus cogedores que lo no ayan ni llieven daqui adelante.

Otrosi como quier que en la carta de cojecha por do mando coger el Rey nuestro padre las otras dichas seys monedas de los annos pasados se contiene que los ofiçiales de las cibdades e villas e lugares que non puedan tomar entrega ni otro derecho alguno de los maravedis que entregaren en las nuestras rentas salvo al nuestro vallestero que ouiese de lo que entregase e troxiese a execucion treynta maravedis al millar fasta en quantia de veynte mille maravedis e non mas, tenemos agora por bien por que los nuestros arrendadores non resciban tan grand danno commo rescebían fasta aqui, que los nuestros vallesteros e alguaziles ni otros nuestros ofiçiales ni alguno dellos que non llieven daqui adelante de la entrega que fisieren e levaren a execucion por los maravedis de las nuestras rentas mas de treynta maravedis por cada millar fasta en quantia de çinco mill maravedis que son cient cinquenta maravedis, e si menos fuere la dicha entrega de çinco mill maravedis que non llieven mas de lo que montare sueldo e libra al dicho respecto, e si mas montare la dicha entrega de los dichos çinco mill maravedis que non puedan levar mas de los dichos cient e cinquenta maravedis, e los ofiçiales que ouieren de faser las dichas entregas de los dichos maravedis de las dichas nuestras rentas commo dicho es que non puedan entregar en los bienes de arrendadores e fiadores en las cibdades e villas syn estar presente a ello escrivano publico e en las aldeas que non ouieren escrivano que lo non puedan faser sin estar a ello presentes tres o quatro testigos, e si fisieren la dicha entrega syn escrivano e sin los dichos testigos commo dicho

es que pierda el ofiçial que fisiera la dicha entrega el ofiçio que ouiere, e esto tenemos por bien que se u e así en las nuestras rentas de todos los nuestros rregnos commo en estas monedas.

Otrosi en rason de la pesquisa e abonamiento destas dichas seys monedas, tenemos por bien que se guarde e se use segund se u.o e guardo en las otras monedas que se cogieron en los tiempos pasados fasta aqui segund se contiene en las cartas de pesquisa e abono que fueron dadas en esta rason. Otrosi sy algund rrico omne o prelado o cavallero o otro omne poderoso o rrica duenna tomare o forçare o enbargare alguna cosa de las dichas monedas e las non consentiere coger así por atrever a la nuestra merçed commo por merçed que dellas les ayamos fecho e en otra manera qual quier, quel arrendador que tuviere la dicha renta que sea tenido de lo mostrar por recabdo cierto al nuestro rrecabdador en cuyo rrecabdamiento fuere la dicha renta, a los dos nuestros contadores mayores si estudieren a la nuestra Corte o sy non a los sus lugares tinientes de contadores por el notario de la notaria donde fuere, en esta guisa que aquello que fuere tomado o enbargado en la primera paga que lo muestre en la segunda, e lo que fuere en Gallizia fasta treynta dias primeros sigientes despues de la primera paga, e lo que fuere en Castiella e estuvieremos en Sevilla o en la Frontera fasta veynte dias despues de la primera paga, e sy estudieremos en Castiella e fueren las tomas e enbargos de los puertos de las Eetremaduras allende fasta dies dias despues de la dicha paga, e las tomas que se fisieren estando nos en Castiella en la Frontera (*sic*) que lo pueda mostrar fasta veynte dias, e si fueremos en la Frontera que lo que pueda mostrar fasta dies dias, e eso mesmo que sea tenido de lo mostrar en esta guisa en qual quier de las otras pagas lo que en ellas le fuere tomado en cada uno de los dichos plasos de los treynta dias e veynte dias e dies dias que sea tenido de lo mostrar segund dicho es e que desde en fin de los dichos plasos a que son tenidos de lo mostrar fasta en dies dias que se tomen e llieven nuestras cartas que les seran dadas luego para que les sea desenbargada e lo pueda cobrar e sy por ellas non ge lo desenbargaren ni lo pudieren cobrar que mostrandolo por testimonio de escribano publico fasta en otra treynta dias pasados de cada uno de los dichos treynta dias e veynte dias e dies dias de cada una de las dichas pagas que es tenido de lo mostrar segund dicho es, que le sea resçevido en cuenta e en pago en qual quier de las pagas que en esto acaesçieren e sy en estos dichos plasos non le mostrare en la manera que dicha es que despues non les sea rresçevido en cuenta ni le fagan por ello descuento alguno por que finque a salvo al arrendador que la cobre para si. Otrosi qual quier conçeio o alcalde o ofiçial del lugar o otro omne poderoso o duenna do non quisiere consentar coger las dichas monedas disiendo que quieren primeramente requerir a nos sobre ello e al sennor cuyo fuere el lugar quel conçeio o alçayde o otra persona poderosa que sean tenudos de pagar lo que estimare el dicho arrendador por las dichas monedas.

Otrosi el sennor cuyo fuere el lugar que non consentiere coger las dichas monedas disiendo que quiere rrequerir dello a nos o por otra rason o enbargare alguno que sea tenido el conçeio de pagar lo que estimare el arrendador que valian las dichas monedas, e demas que el sennor cuyo fuere el lugar que lo non consentiere coger que lo pague con el doblo e non auiedo de que se entregar del que nos que ge lo mandemos resçebir en descuento tanto quanto fuere fallado por buena verdat que podrian valer mas non por lo que estimare contra el e la dicha prestaçion o estimaçion que la llevemos para nos.

Otrosi que non seamos tenudos a descontar a los nuestros arrendadores destas dichas monedas ninguna cosa destas monedas por guerra ni por pestelencia que acaesca que se aventura del arrendador. Otrosi que non sea tirrada esta dicha renta desta; dichas monedas a los dichos nuestros arrendadores que las arrendaren por mas ni por menos ni por altanto que otro por ellas nos de, salvo por puja de diesmo que en ellas sea fecho fasta la primera paga a un que alguno puje toda; las dichas rentas de las dichas monedas ayuntadamente, e el que tal puja fisiere de todas las rentas ayuntadamente que non pue-

da tirar renta alguna a los arrendadores mayores en quien estuvieren syn les dar parte de puja e que la faga e sea rescebida en esta gisa fasta el dicho plaso de la primera paga e despues que non sea rescebida puja ninguna, e que la puja que fisiere que aya el arrendador sobre quien fuere fecha la dicha puja la quarta parte por que de las pujas que fueren fechas antes los nuestros recabdadores o antes los nuestros contadores estando asentados a las rentas que el que pujare que non aya parte de puja e que sea para nos salvo de las pujas que fisieren despues quel nuestro rrecabdador mayor o los nuestros contadores fueren levantados de aquel lugar do estavan asentados a faser las nuestras rentas.

Otro si qual quier que fisiere puja que sea tenuto de la faser desta guisa: si en la nuestra Corte la fisiere que la faga delante el nuestro recabdador de la comarca e delante los nuestros contadores si estudieren en la nuestra Corte sy non delante los sus lugares tinientes ellos non seyendo en la nuestra Corte e la puja que se faga delante escrivano publico e despues que la muestre delante el notario de la notaria donde fuere e sy puja fisieren ante nos que la fagan por escrivano publico e luego en ese dia sea tenuto de la mostrar ante los nuestros contadores synon despues non vala e si otra puja fisieren en este dia ante los dichos nuestros rrecabdadores e contadores que vala la que se fisiere ante nos e si puja fuere fecha do estudiere la nuestra chancelleria non estando y nos ni los dichos nuestros contadores mayores que el que fisiere la dicha puja que sea tenuto de la fazer ante el su lugar tiniente de los dichos nuestros contadores delante el notario de la notaria que fuere y seyendo firmado de los dichos lugar tinientes de contadores pero si acaesciere que estuviere y uno de los nuestros contadores mayores que se faga ante el por ante escrivano publico, e la puja que fuere fecha fuera de la nuestra Corte e de nuestra Chancelleria que la pueda fazer ante el nuestro recabdador estando en el lugar e non ante otro alguno e si y non estuviere que la pueda faser en qual quier lugar de los nuestros regnos a campana rrepicada ante un alcalde de la villa o del lugar donde se fisiere por ante escrivano publico e por ante quatro testigos que sean de los omnes buenos del lugar que sepan escrivir e que sea firmada del alcalde e de los dichos testigos e signada del dicho escrivano e que la muestre el que la fisiere al nuestro recabdador en cuyo recabdamiento fuere estado en el dicho recabdamiento fasta quatro dias, e estas pujas que asi fueren fechas en la dicha nuestra Chancelleria o en qual quier de las dichas villas e lugares que sea tenuto el que las fisiere de las mostrar a los dichos nuestros contadores o a los sus lugares tinientes por escrivano publico del dia que las fisiere fasta veynte dias, e si en este plaso non paresciere que la puja que non vala e que finque la renta en el arrendador primero en quien estava primeramente la dicha renta e a quel que fisiere la puja que sea tenuto a la pagar a nos enteramente e si fueren fechas en la Corte dos pujas en un dia ante una que otra que la que primeramente se apresentare ante los dichos nuestros contadores mayores e ante sus lugares tinientes non estando y presente alguno de los dichos contadores mayores segund dicho es e que esta vala e que les non sea tirada la dicha renta al arrendador ni sea desapoderado della fasta que primeramente sea entregado e pagado de la su quarta parte de la puja e de la costa aguisada que se ouiere fecha a vista de los nuestros contadores e rrecabdador donde fuere si estudieren en la nuestra Corte el dicho nuestro recabdador, e otro si de lo que ouiere pagado por marcos e por libramientos e doblas de los nuestros contadores e notarios e escribanos e otros derechos de la renta e de otra guisa el arrendador sobre quien fuere fecha la dicha puja que non sea desapoderado de la dicha renta e esta dicha condicion tenemos por bien que sea guardada asi en todas las otras nuestras rentas de los nuestros rregnos commo er estas monedas.

E otro si qual quier en quien se rrematare alguna de las dichas rentas o fincare en el por puja de diesmo que en ella aya fecha que del dia que paresciere la puja o se rematare en el la dicha renta fasta terçero dia sean tenudos de dar fiadores buenos e abonados e fagan rrecabdo por la dicha renta a pagamiento del dicho rrecabdador o de los nuestros contadores o de los sus lugar tinientes, sy y non fueren e si tales fiadores non

dieren e non fisieren el dicho rrecabdo que finque en el arrendador primero la renta sy ouiere levado recudimiento e aquel que fizo la puja que la pague a nos por si e por sus bienes e si el arrendador primero non ouiere levado recudimiento quel dicho nuestro rrecabdador e contadores e los sus lugar tinientes que puedan tornar la renta al almoreda e que la arriende al que mas diere por ella e lo que menoscabare della que lo page a nos a quel que fizo la dicha puja por si e por sus bienes commo dicho es, e esta dicha condición tenemos por bien que asi sea guardada asy en todas las otras nuestras rentas commo en estas monedas.

E otrosi tenemos por bien que qual quier arrendador mayor que fisiere tirar algunas rentas a los arrendadores menores del arçobispado e obispado o sacada o merindad donde fuere arrendador mayor por puja que aya fecho en el dicho arçobispado o obispado e sacada e merindad que sea tenuto de tirar las rentas que quisiere tirar por ante escrivano publico del dia de la data de la nuestra carta quel fuere dada para ello fasta en la primera paga e non dende adelante e la renta que desta guisa tirare que sea tenuto el arrendador mayor e otro por el de lo fazer por ante escrivano publico a quel arrendador menor que la tiene arrendada en commo ge la tira del dia que ge la tirare fasta quinze dias primeros e sy non ge lo dixiere en la manera que dicho es al dicho plaso que despues que non ge la pueda tirar ni aquel que la tuviere que non sea tenuto de ge la dexar, e si por aventura el arrendador mayor fisiere a nos a tal tiempo la puja o pujas en las dichas rentas del arçobispado o obispado e merindat e sacada que non pueda yr dentro en la primera paga el dicho arçobispado o obispado e merindat e sacada por el tiempo que fuere breve del dia que fizo la dicha puja fasta la dicha primera paga e otrosi por el camino que fuere luego para donde ouiere de yr poner recabdo en la dicha renta que pujare que sea tenuto de tirar las rentas que quisiere tirar por ante escrivano publico del dia de la data del recabdamiento que levare fasta quinze dias e dende en otros dies siguientes que sea tenuto de lo faser saber por el o por otro por el con su poder e aquel arrendador menor que tuviere la renta que asi tirare por ante escrivano publico de commo ge la tira e si en qual quier de los dichos plasos non fisiere saber lo sobre dicho que despues que non pueda tirar la dicha renta e aquel que la tuviere arrendada ni el que la tuviere non sea tenuto de ge la dexar, e esto tenemos por bien que se use asi en quales quier nuestras rentas commo en estas monedas.

E otrosi si nos dieremos o quitaremos o franquemos o diemos o quitamos nos o el Rey nuestro padre que dios perdone fasta aqui por nuestras cartas selladas con nuestro sello mayor libradas de los nuestros contadores algunas cosas de las dichas rentas e mandaremos que sea guardada la dicha quita e franquesa en estas seys monedas aquellas personas aqui en las franquamos nos o el dicho Rey nuestro padre que lo que los arrendadores mostraren por rrecabdo çierto desta guisa que les sea resçebido en cuenta, e si por aventura por nuestra albala o por nuestra carta del sello de la poridat alguna cosa dieremos o quitaremos que non vala salvo si fuere librada de los dichos nuestros contadores e las dichas quitas e franquesas quel dicho Rey nuestro padre e nos fisiemos de aqui adelante que sea guardado asi a los arrendadores que fueren de las otras nuestras rentas de los nuestros rregnos commo a los que arrendaron estas dichas seys monedas salvo aquellas quitas e franquesas que fueron puestas por salvadas en estas condiciones destas monedas o en las otras condiciones de las otras nuestras rentas que non an de ser descontadas a los dichos arrendadores pues que son salvadas.

E otrosi que nos paguen los nuestros arrendadores por çançelleria de la renta por cada millar dies maravedis tan bien de la renta commo de las pujas segund que se uso fasta aqui, otrosi mas por marcos de la renta de cada millar quinze maravedis a tan bien de la renta commo de las pujas segund se uso fasta aqui, otrosi que los arrendadores que non paguen ninguna cosa por cartas ni por alavalas nuestras ni de la Reyna mi mujer salvo si non fueren librados de los dichos contadores o de los sus lugares tinientes.

E otrosi por quanto es porfia entre los arrendadores e los clerigos por quanto disen

algunos clerigos que an privilejos de los Reyes ende nos venimos e de nos en que non paguen monedas e dicen que nunca pagaron monedas, que paguen monedas todos salvo aquellos que tienen previllejos e cartas de los dichos Reyes e de nos en que les quitamos de monedas por que cantan misas e anivesarios e vegilias e por que sierven por sus animas de los dichos Reyes e por la nuestra vida el devinal ofiçio pero que en las eglefias catedrales que le sea guardada la condiçion que esta aqui escripta en rason de las dichas monedas.

E otrosi por rason que nos dixieron que algunos alcaldes e alguasiles de algunas cibdades e villas e lugares de los nuestros regnos que arrendaban fasta aqui algunas de las monedas e que por esta rason que agraviavan algunos çonçeios o personas en que les fassen pagar mas quantias de maravedis de las que deven pagar en las dichas moneda; tenemos por bien e mandamos que ningunos alcaldes e alguasil de ninguna cibdat ni villa ni lugar de los nuestros rregnos que non sean osados de arrendar, ellos ni otro por ellos, ninguna de las dichas seys monedas en la cibdat o villa o lugar o comarca que fuere ofiçial ni que tome parte en ellas con otro alguno en publico ni en escondido, synon qual quier que contra este fuere, mandamos que pierda el ofiçio que ouiere para sienpre e demas que peche en pena dies mill maravedis para la nuestra Camara.

E otrosi por rason que nos fue querellado que en los lugares de los sennorios que los nuestros arrendadores que non pueden auer çonplimiento de derecho por mengua de non poder auer los escrivanos de los dichos lugares para que les den testimonio del agravio que les fassen por la qual se menoscaba mucho en las nuestras rentas, tenemos por bien que qual quier nuestro notario publico en todos los nuestros regnos que pueda dar testimonio a los dichos arrendadores de lo que ante ellos pasare en qual quier villa o lugar de sennorios pero que tenemos por bien que los testigos que al dicho testimonio tomaren sean ciertos que sean de los lugares donde los dichos testimonios tomaren los dichos arrendadores e que ningund sennor ni çonçeio de lugar de sennorio non sea osado de defender al dicho nuestro notario que non de el dicho testimonio so pena de la nuestra merçed.

E otrosi por rason que los nuestros arrendadores se nos querellaron e disen que maguer vos los dichos çonçeios e lugares e collaçiones e aljamas non davades los maravedis de lo cierto que monta en los dichos padrones que davades de las dichas monedas e de cada una dellas cogidos e pagados a los cinco mercados contenidos en la nuestra carta e condiçiones que los nuestros rrecabdadores o otro por ellos que vos daban carta de pago de lo que montava lo cierto de las dichas monedas maguer que non les pagavades los maravedis que montava lo cierto en los dichos padrones e que por estas cartas de pago que vos davan que los dichos rrecabdadores que llevavan muy grandes cohechos de vos los dichos çonçeio; e collaçiones e aljamas por lo qual los dichos arrendadores pierden e menoscaban mucho de lo que auian de auer de las dichas monedas, por esta rason e si esto asi pasase que non era nuestro serviçio tenemos por bien que vos los dichos çonçeios e lugares e collaçiones e aljamas e cada uno de vos que seades tenudos de dar los maravedis de lo çierto contenidos en los dichos padrones que dieredes de las dichas monedas e de cada una dellas a los plasos contenidos en esta nuestra carta e condiçiones en aquellos lugares do los soliedes dar e pagar en los annos pasados fasta aqui e que los dichos maravedis que montare lo cierto de los dichos padrones en cada uno dellas dichas pagas que los dedes al plaso de los dichos cinco mercados a un alcalde de los del lugar a do los soliedes dar e pagar estando y presente el nuestro arrendador o otro por el que los vea contar para que los tengan en una arca en fieldat el dicho alcalde con tres llaves la una que tenga el rrecabdador e la otra el arrendador o otros por el e la otra el dicho alcalde fasta que sea llegada la paga a que los ha de auer el dicho nuestro rrecabdador mayor para quel dicho alcalde con el dicho arrendador los de al dicho nuestro rrecabdador o al que lo ouiere de rrecabdar por el des que fuere llegado el plaso aque es obligado a los dar a no; el nuestro arrendador, pero si el arrendador non pudiere ser avido al tiempo del plaso a que los a de pagar quel dicho

alcalde que pueda dar todos los maravedis que estuvieren en la dicha arca al dicho nuestro rrecabdador o a otro por el por ante escrivano publico, e sy por aventura al tiempo que vos los dichos conçeios e collaçiones e aljamas levaredes los maravedis de lo cierto al dicho alcalde e non estuviere y el dicho nuestro rrecabdador o arrendador ni otro por ellos que los podades dar al dicho alcalde por ante escrivano publico e que se pongan en la dicha arca con las dichas tres llaves e que tenga la una el dicha alcalde e las otras el dicho e crivano por ante quien pasare fasta que vengan los dichos rrecabdador o arrendador e que ge los den, pero que tenemos por bien que el dicho alcalde que non aya (ningun) maravedi al millar ni otro salario alguno por tener los dichos maravedis en fieldat sy non que de al dicho nuestro rrecabdador todos los maravedis que el rreçbiere enteramente al plaso que el nuestro arrendador es tenuto de lo dar a nos, e mandamos e defendemos quel dicho rrecabdador ni otro por el que non sea osado de dar cartas de pago a vos los dichos conçeios e collaçiones e aljamas ni algunos de vos en que rreçbiere de vos los maravedis de lo cierto de los dichos padrones, e qual quier de los dichos rrecabdadores o otro por ellos que contra esto fuere que pierda el oficio e quanto ouiere e los bienes que ouiere que sea la meatad para nos e la otra meatad para los nuestros arrendadores e el cuerpo que este a la nuestra merçed, pero que tenemos por bien que des de que cada uno de los dichos plasos fueren llegados a que los dichos nuestros arrendadores son tenudos de pagar a nos los maravedis de las dichas monedas quel nuestro rrecabdador o los que lo ouieren de rrecabdar por el que puedan rreçbir todos los maravedis que ouieren de auer en cada una de las dichas pagas a tan bien de vos los dichos conçeios que alguna cosa ouieredes de dar de las dichas monedas commo del alcalde e arrendadores e que les de cartas de pago a cada uno de lo que rreçbiere, e si al tiempo de la paga non estuviere presente el arrendador o otro por el para que vea los maravedis que rreçbiere el dicho rrecabdador o el que lo ouiere de rrecabdar por el, que el dicho alcalde que los pueda pagar el dicho rrecabdador o otro por el por ante escrivano publico a un que este presente el dicho arrendador. Otrosi por quanto nos auemos fecho merçed a algunas personas estos annos pasados fasta aqui en que ouiesen las alcaldias de las monedas e alcavalas de algunas cibdades e villas e lugares de los nuestros regnos e agora por quanto nos entendemos que es nuestro seruiçio e pro de los de los nuestros rregnos, es la nuestra merçed que non ayan de aqui adelante las dichas alcaldias de merçed e mandamos que los pleitos de las dichas monedas e de cada una dellas que los libre uno de los alcaldes ordenarios de cada uno de los nuestros lugares que escogiere el nuestro cogedor o los nuestros arrendadores o los que lo ouieren de rrecabdar por ellos e non aquellos a quien aviamos fecho merçed de las dichas alcaldias. E agora sabed que a de auer e de rrecabdar por nos las dichas seys monedas e cada una dellas en cada uno de los dichos lugares por rrenta que en ellas nos fisieron Don Cag Abenberga vesino de la muy noble cibdat de Cordoua.

Por que vos mandamos vista esta nuestra carta o el traslado della signado commo dicho es a todos e a cada uno de vos en vuestros lugares e jurediçion que rrecudades e fagades rrecurrir al dicho Don Cag Abenberga o al que lo ouiere de rrecabdar por el con todos los dichos maravedis que montare en las dichas seys monedas e en cada una dellas en la manera que dicha es bien e conplidamente segund que en esta carta o en su traslado della signado commo dicho es se contiene, e los unos ni los otros non fagades ende al por ninguna manera so pena de la nuestra merçed e synon por qual quier o quales quier que fincare de lo asi faser e conplir mandamos al omne que vos mostrare esta carta o el traslado della signado commo dicho es que vos enplase ante nos do quier que nos seamos los dichos conçeios por vuestros procuradores e uno o dos de los ofiçiales del lugar donde este acaesçiere personalmente con poder cierto de los otros ofiçiales del dia que vos enplase fasta quinze dias primeros sigientes so pena de seysientos maravedis a cada uno de vos a desir por qual rason non conplides nuestro mandado e de commo vos esta nuestra carta fuere mostrada o el traslado della signado commo dicho es e los unos e los otros la cunpliredes, mandamos so la dicha pena a qual quier

escrivano publico que para esto fue llamado que de ende al que vos la mostrare testimonio signado con su signo por que nos sepamos en commo cunplides nuestro mandado.

Dada en Medina del Campo dies dias de Noviembre era de 1418 ay testado o dis dichos e ay escripto sobre (... o dis sus cuerpos e ay escripto entre reglones o dis nuestros non le enpresta)? yo Diego Marques la fise escrivir por mandado del Rey, Martin Ferrandes Pedro Ferrandes Diego Marques Alfonso Sanches Gonçalo Ferrandes Alvaro Doctor ... (?) a cada uno por cada dia e des que aca sean mandar los hemos dar su sueldo en quanto estudieren en nuestro servicio e en esto non pongades ni tardança alguna ni fagades y el por alguna manera e faser nos liedes en ello servicio e seremos tenuto de vos faser por ello merçed. Dada en Medina del Campo 26 de março era de 1419. Nos el Rey.